

# Comptes consolidés et notes annexes

## 31 décembre 2011

# Sommaire

Comptes consolidés .....3

Ratios et indicateurs  
clés.....11

Notes annexes aux comptes  
consolidés.....14

# Comptes consolidés

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

**ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE**

**BILAN CONSOLIDE**

- **Actif consolidé**
- **Passif consolidé**

**TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE**

**VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES**

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma *	IFRS	
<b>VOLUME D'EMISSION</b>	5	<b>13 875</b>	<b>13 875</b>	<b>15 188</b>
Chiffre d'affaires opérationnel	5	885	885	940
Chiffre d'affaires financier	5	80	80	92
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL</b>	5	<b>965</b>	<b>965</b>	<b>1 032</b>
Charges d'exploitation	6	(608)	(606)	(648)
Amortissements, provisions et dépréciations	7	(29)	(29)	(29)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT</b>	5	<b>328</b>	<b>330</b>	<b>355</b>
Résultat financier	8	(62)	(25)	(40)
<b>RESULTAT AVANT IMPOT ET ELEMENTS NON RECURRENENTS</b>		<b>266</b>	<b>305</b>	<b>315</b>
Charges et produits non récurrents	9	(100)	(100)	(7)
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>166</b>	<b>205</b>	<b>308</b>
Impôts	10	(89)	(99)	(103)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>77</b>	<b>106</b>	<b>205</b>
<b>Résultat Net Part du Groupe</b>		<b>68</b>	<b>97</b>	<b>194</b>
Résultat Net Part des intérêts minoritaires		9	9	11
Nombre moyen d'actions (en milliers)	11	225 897	225 897	225 828
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE PAR ACTION (en €)</b>	11	<b>0,30</b>	<b>0,43</b>	<b>0,86</b>
Résultat net dilué par action (en €)	11	0,30	0,43	0,85

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1er janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc 2011
	Pro Forma *	IFRS	
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>	77	106	205
Différence de conversion	99	99	(46)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-	-	(4)
Ecart actuariels sur les obligations au titre des prestations définies	(1)	(1)	(4)
<b>Effet d'impôts sur les éléments directement reconnus en capitaux propres</b>	-	-	2
<b>Autres éléments du résultat global après impôt</b>	98	98	(52)
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>	175	204	153
<b>Résultat Global Total Part du Groupe</b>	166	195	142
Résultat Global Total Part des Intérêts minoritaires	9	9	11

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

# BILAN CONSOLIDE

## 1.1 Actif consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma*	IFRS	
Ecarts d'acquisition	12	551	551	509
Immobilisations incorporelles	13	96	96	101
Immobilisations corporelles	14	40	40	55
Actifs financiers non courants		5	5	4
Actifs d'impôts différés	10	28	28	39
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>720</b>	<b>720</b>	<b>708</b>
Clients	16	951	951	990
Stocks et Autres tiers	16	328	328	301
Fonds réservés	27	631	631	689
Actifs financiers courants	20	5	5	11
Autres placements de trésorerie	21	1 148	1 148	1 085
Trésorerie & équivalents de trésorerie	21	404	404	437
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>3 467</b>	<b>3 467</b>	<b>3 513</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 187</b>	<b>4 187</b>	<b>4 221</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

## 1.2 Passif consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma*	IFRS	
Capital		452	452	452
Titres d'auto-contrôle		-	-	(6)
Réserves consolidées groupe		(1 694)	(1 723)	(1 740)
Réserves liées aux avantages au personnel		6	6	14
Réserves de juste valeur des instruments financiers		-	-	(3)
Réserves liées aux gains ou pertes actuariels		-	-	(3)
Différence de conversion		107	107	61
Résultat de l'exercice		68	97	194
<b>CAPITAUX PROPRES PART GROUPE</b>		<b>(1 061)</b>	<b>(1 061)</b>	<b>(1 031)</b>
Intérêts minoritaires	19	17	17	20
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>(1 044)</b>	<b>(1 044)</b>	<b>(1 011)</b>
Dettes financières non courantes	22	1 487	1 487	1 390
Autres passifs financiers non courants	22	12	12	8
Provisions à caractère non courant	25	18	18	24
Passifs d'impôts différés	10	72	72	86
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>1 589</b>	<b>1 589</b>	<b>1 508</b>
Dettes financières courantes	22	10	10	3
Concours bancaires	22	66	66	35
Autres passifs financiers courants	22	7	7	23
Provisions à caractère courant	25	31	31	29
Titres à rembourser	27	3 278	3 278	3 400
Fournisseurs	16	76	76	73
Autres tiers et impôt société	16	174	174	161
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>		<b>3 642</b>	<b>3 642</b>	<b>3 724</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 187</b>	<b>4 187</b>	<b>4 221</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1er janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

## TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma *	IFRS	
+ Excédent Brut d'Exploitation		357	359	384
- Résultat financier (1)	8	(62)	(25)	(40)
- Impôts sur les sociétés	10	(91)	(101)	(97)
- Charges et produits non décaissés dans l'EBE		10	10	9
- Annulation des provisions financières, provisions pour impôts		(1)	(1)	1
<b>= Marge Brute d'Autofinancement avant éléments non récurrents</b>		<b>213</b>	<b>242</b>	<b>257</b>
+ Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement (3)	27	142	142	140
+ Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	27	(42)	(42)	(56)
<b>= Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>		<b>313</b>	<b>342</b>	<b>341</b>
+ Gains (pertes) non récurrents (y compris les frais de restructuration) encaissés / décaissés (3)	27	(52)	(52)	(22)
+ Diminution (Augmentation) non courante des Fonds réservés (2)	27	(23)	(23)	-
<b>= Flux de Trésorerie des activités opérationnelles incluant les éléments non courants (A)</b>		<b>238</b>	<b>267</b>	<b>319</b>
- Décaissements liés à des Investissements récurrents	28	(32)	(32)	(35)
- Décaissements liés à des Investissements de développement	28	(29)	(29)	(34)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs		6	6	47
<b>= Flux de Trésorerie liés aux investissements / désinvestissements (B)</b>		<b>(55)</b>	<b>(55)</b>	<b>(22)</b>
+ Augmentation de capital Part des minoritaires		2	2	3
- Dividendes payés		(5)	(5)	(124)
+ (Achats) ventes de titres d'auto-contrôle		-	-	(6)
<b>+ Augmentation (Diminution) de la Dette</b>		<b>(240)</b>	<b>1 734</b>	<b>(33)</b>
+ Impact technique lié à la scission des 2 métiers		-	-	-
+ Impact lié aux transferts avec l'hôtellerie / les Services sur capitaux propres		(17)	(1 483)	-
+ Impact lié aux transferts avec l'hôtellerie / les Services sur dette court terme		7	(62)	-
<b>= Impacts liés à la scission et aux transferts inter-métiers</b>		<b>(10)</b>	<b>(1 545)</b>	<b>-</b>
<b>= Flux de Trésorerie des activités de financement (C)</b>		<b>(253)</b>	<b>186</b>	<b>(160)</b>
- Incidence des variations de cours des devises et de juste valeur (D) (3)		97	97	(73)
<b>= Variation de trésorerie (E) = (A) + (B) + (C) + (D)</b>	24	<b>27</b>	<b>495</b>	<b>64</b>
+ Trésorerie ouverture		311	(157)	338
- Trésorerie clôture		338	338	402
<b>= Variation de trésorerie</b>	24	<b>27</b>	<b>495</b>	<b>64</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1er janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

(1) Dont 40 millions d'euros d'intérêts financiers décaissés. Aucun dividende n'a été reçu de sociétés externes au Groupe.

(2) Reclassement de trésorerie à fonds réservés

(3) Afin de permettre une meilleure comparabilité entre les périodes, la variation de BFR dans le tableau de financement consolidé a été retraitée des coûts non récurrents liés à la scission pour 19 millions d'euros pour l'exercice 2010. Ce retraitement n'a aucun impact sur la variation de trésorerie des périodes présentées.

La trésorerie nette à la clôture s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma *	IFRS	
+ Trésorerie & équivalents de trésorerie		404	404	437
- Concours bancaires		(66)	(66)	(35)
<b>= Trésorerie nette</b>	24	<b>338</b>	<b>338</b>	<b>402</b>



## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Différence de conversion (1)	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux avantages au personnel	Titres d'auto-contrôle	Réserves et résultats	Transactions avec Accor (2)	Variations de périmètre externe (3)	Capitaux propres Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>31 décembre 2009</b>	<b>8</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>641</b>	<b>(687)</b>	<b>264</b>	<b>231</b>	<b>19</b>	<b>250</b>
<b>IFRS</b>											
Augmentation de capital - en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Dividende distribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Variations de périmètre	-	2	-	(6)	-	-	(1 207)	(282)	(1 493)	(4)	(1 497)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	6	-	-	-	-	6	-	6
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	99	(1)	-	-	-	-	-	-	98	(4)	94
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	97	-	-	97	9	106
<b>Résultat Global Total</b>	<b>99</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>97</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>195</b>	<b>5</b>	<b>200</b>
<b>31 décembre 2010</b>	<b>107</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>738</b>	<b>(1 894)</b>	<b>(18)</b>	<b>(1 061)</b>	<b>17</b>	<b>(1 044)</b>
<b>IFRS</b>											
Augmentation de capital - en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Dividende distribué (4)	-	-	-	-	-	(113)	-	-	(113)	(11)	(124)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(0)	-	(1)	(1)	(0)	(1)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-	8
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)	-	(6)
Autres éléments du résultat global	(46)	(3)	(3)	-	-	-	-	-	(52)	0	(52)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	194	-	-	194	11	205
<b>Résultat Global Total</b>	<b>(46)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>194</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>142</b>	<b>11</b>	<b>153</b>
<b>31 décembre 2011</b>	<b>61</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>14</b>	<b>(6)</b>	<b>819</b>	<b>(1 894)</b>	<b>(19)</b>	<b>(1 031)</b>	<b>20</b>	<b>(1 011)</b>

(1) La variation de la différence de conversion de (46) millions d'euros entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 s'explique principalement par la dépréciation du real brésilien (-44 millions d'euros) et du Peso Mexicain (-2 millions d'euros) vis-à-vis de l'euro sur la période.

Pour mémoire, les taux de clôture en euro contre devises utilisés sont :

	GBP	BRL	MXN	ARS	SEK	VEF	USD
<b>Décembre 2009</b>	0,89	2,51	18,92	5,47	10,25	6,19	1,44
<b>Décembre 2010</b>	0,86	2,22	16,55	5,31	8,97	7,08	1,34
<b>Décembre 2011</b>	<b>0,84</b>	<b>2,42</b>	<b>18,05</b>	<b>5,57</b>	<b>8,91</b>	<b>6,86</b>	<b>1,29</b>
<b>Déc. 2011 vs Déc. 2010</b>	+3,0%	(8,9)%	(9,1)%	(4,9)%	+0,6%	+3,1%	+3,2%

(2) Transactions avec Accor

Il s'agit, pour l'essentiel, des impacts liés aux rachats d'entités Edenred historiquement détenues par Accor.

(3) Variations de périmètre externe

En 2009, il s'agit, pour l'essentiel, de l'impact lié aux acquisitions réalisées par Accor sur le périmètre d'activité Edenred. En décembre 2010, cet impact a été reclassé en « Transactions avec Accor ».

(4) Conformément à la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 2011, un dividende de 0,50 euro par action, soit 113 millions d'euros au total, a été versé au cours du premier semestre 2011.

## Comparabilité des comptes consolidés Pro Forma et des comptes consolidés IFRS :

(en millions d'euros)	Différence de conversion (1)	Réserves liées aux gains et pertes actuariels	Réserves de juste valeur des instruments financiers	Réserves liées aux avantages au personnel	Titres d'auto-contrôle	Réserves et résultats	Transactions avec Accor (2)	Variations de périmètre externe (3)	Capitaux propres Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>31 décembre 2009</b> <b>Pro Forma *</b>	8	(1)	-	6	-	(1 691)	210	264	(1 204)	17	(1 187)
Augmentation de capital - en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Dividende distribué	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Variations de périmètre	-	2	-	(6)	-	-	257	(282)	(29)	(2)	(31)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	6	-	-	-	-	6	-	6
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global	99	(1)	-	-	-	-	-	-	98	(4)	94
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	68	-	-	68	9	77
<b>Résultat Global Total</b>	<b>99</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>166</b>	<b>5</b>	<b>171</b>
<b>31 décembre 2010</b> <b>Pro Forma *</b>	107	-	-	6	-	(1 623)	467	(18)	(1 061)	17	(1 044)
Augmentation de capital - en numéraire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Dividende distribué (4)	-	-	-	-	-	(113)	-	-	(113)	(11)	(124)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(0)	-	(1)	(1)	(0)	(1)
Variation liée aux avantages au personnel	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-	8
(Acquisitions) cessions de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)	-	(6)
Autres éléments du résultat global	(46)	(3)	(3)	-	-	-	-	-	(52)	0	(52)
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	194	-	-	194	11	205
<b>Résultat Global Total</b>	<b>(46)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>194</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>142</b>	<b>11</b>	<b>153</b>
<b>31 décembre 2011</b>	<b>61</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>14</b>	<b>(6)</b>	<b>(1 542)</b>	<b>467</b>	<b>(19)</b>	<b>(1 031)</b>	<b>20</b>	<b>(1 011)</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1er janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

Les comptes pro forma de décembre 2010 ont fait l'objet d'un rapport sur les informations financières pro forma par les Commissaires aux Comptes.

Le rapport relatif aux comptes de décembre 2010 est présenté en page 98 du Document de Référence 2010 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro R.11-013 le 13 avril 2011.

(1) La variation de la différence de conversion de (46) millions d'euros entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011 s'explique principalement par la dépréciation du real brésilien (-44 millions d'euros) et du Peso Mexicain (-2 millions d'euros) vis-à-vis de l'euro sur la période.

Pour mémoire, les taux de clôture en euro contre devises utilisés sont :

	GBP	BRL	MXN	ARS	SEK	VEF	USD
<b>Décembre 2009</b>	0,89	2,51	18,92	5,47	10,25	6,19	1,44
<b>Décembre 2010</b>	0,86	2,22	16,55	5,31	8,97	7,08	1,34
<b>Décembre 2011</b>	<b>0,84</b>	<b>2,42</b>	<b>18,05</b>	<b>5,57</b>	<b>8,91</b>	<b>6,86</b>	<b>1,29</b>
<b>Déc. 2011 vs Déc. 2010</b>	+3,0%	(8,9)%	(9,1)%	(4,9)%	+0,6%	+3,1%	+3,2%

(2) Transactions avec Accor

Il s'agit, pour l'essentiel, des impacts liés aux rachats d'entités Edenred historiquement détenues par Accor.

(3) Variations de périmètre externe

En 2009, il s'agit, pour l'essentiel, de l'impact lié aux acquisitions réalisées par Accor sur le périmètre d'activité Edenred. En décembre 2010, cet impact a été reclassé en « Transactions avec Accor ».

(4) Conformément à la décision de l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 2011, un dividende de 0,50 euro par action, soit 113 millions d'euros au total, a été versé au cours du premier semestre 2011.

# Ratios et indicateurs clés

## **RATIOS ET INDICATEURS CLES**

- **CROISSANCE DU FFO EN DONNEES COMPARABLES**
- **UNLEVERED FREE CASH FLOW**
- **FFO AJUSTE / DETTE NETTE AJUSTEE**

## RATIOS ET INDICATEURS CLES

	Notes	Déc. 2010 Pro Forma	Déc. 2011
Croissance du volume d'émission en données comparables		+10,0%	+9,7%
Marge nette totale (Résultat d'exploitation courant / Volume d'émission)		2,4%	2,3%
Marge nette opérationnelle ((Résultat d'exploitation courant-CA financier) / Volume d'émission)		1,8%	1,7%
Croissance du FFO en données comparables	(a)	15,1%	20,8%
Unlevered free cash flow (en millions d'euros)	(b)	268	268
FFO ajusté / dette nette ajustée	(c)	57,3%	92,8%

### (a) La croissance du FFO se détermine de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010 Pro Forma	Déc. 2011
+ Excédent Brut d'Exploitation		357	384
- Résultat financier	8	(62)	(40)
- Impôt sur les sociétés	10	(91)	(97)
- Charges et produits non décaissés dans l'EBE		10	9
- Annulation des provisions financières, provisions pour impôts et impôts non récurrents		(1)	1
<b>= Marge Brute d'Autofinancement avant éléments non récurrents (FFO)</b>		<b>213</b>	<b>257</b>
Croissance du FFO avant éléments non récurrents		+15,8%	+20,8%
Croissance du FFO avant éléments non récurrents en données comparables		+15,1%	+20,8%

### (b) Unlevered free cash flow :

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010 Pro Forma	Déc. 2011
<b>Résultat d'Exploitation Courant (EBIT)</b>	5	<b>328</b>	<b>355</b>
Elimination du chiffre d'affaires financier lié au float libre	5	(66)	(76)
<b>Résultat d'Exploitation Courant retraité</b>		<b>262</b>	<b>279</b>
Taux d'impôt normatif	10	34,6%	32,0%
<b>Impôt sur Résultat d'Exploitation Courant retraité</b>		<b>(91)</b>	<b>(89)</b>
Elimination des amortissements et provisions	7	29	29
Investissements récurrents	28	(32)	(35)
Diminution (Augmentation) du Besoin en Fonds de Roulement (1)	27	142	140
Diminution (Augmentation) courante des Fonds réservés	27	(42)	(56)
<b>Unlevered free cash flow</b>		<b>268</b>	<b>268</b>
<b>Dette nette fin de période</b>	24	<b>25</b>	<b>(74)</b>

(1) Cf. Tableau de financement

**(c) FFO ajusté / dette nette ajustée**

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010 Pro Forma	Déc. 2011
Dette nette / (cash) fin de période	24	25	(74)
Ajustement Standard & Poor's : 20% de la trésorerie et titres de placements		311	304
Ajustement Standard & Poor's : capitalisation loyers et retraites		64	67
<b>Dette nette / (cash) ajustée</b>		<b>400</b>	<b>297</b>
Marge Brute d'Autofinancement avant éléments non récurrents	26	213	257
Ajustement Standard & Pooors : capitalisation loyers et retraites		16	18
<b>FFO ajusté</b>		<b>229</b>	<b>275</b>
<b>FFO ajusté / dette nette ajustée</b>		<b>57,3%</b>	<b>92,8%</b>

# Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1.	Bases de préparation des états financiers consolidés .....	15
Note 2.	Principes comptables .....	19
Note 3.	Variations de périmètre et faits marquants.....	32
Note 4.	Information sectorielle.....	34
Note 5.	Analyse des variations du volume d'émission, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant.....	39
Note 6.	Charges d'exploitation .....	40
Note 7.	Détail des amortissements, provisions et dépréciations .....	40
Note 8.	Résultat financier .....	40
Note 9.	Charges et produits non récurrents .....	41
Note 10.	Impôts sur les bénéfiques.....	42
Note 11.	Résultat par action .....	44
Note 12.	Ecarts d'acquisition.....	46
Note 13.	Immobilisations incorporelles .....	47
Note 14.	Immobilisations corporelles.....	49
Note 15.	Tests de dépréciation des actifs immobilisés.....	50
Note 16.	Comptes de tiers actifs et passifs .....	52
Note 17.	Capitaux propres.....	54
Note 18.	Avantages sur capitaux propres .....	55
Note 19.	Minoritaires.....	57
Note 20.	Actifs financiers courants.....	58
Note 21.	Trésorerie et autres placements de trésorerie .....	58
Note 22.	Dettes financières et autres passifs financiers .....	59
Note 23.	Instruments financiers et gestion des risques de marché .....	61
Note 24.	Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette .....	67
Note 25.	Provisions .....	68
Note 26.	Réconciliation de la marge brute d'autofinancement.....	74
Note 27.	Variation du besoin en fonds de roulement, des titres à rembourser et des fonds réservés .....	75
Note 28.	Investissements .....	76
Note 29.	Litiges .....	77
Note 30.	Engagements hors-bilan .....	79
Note 31.	Informations supplémentaires sur les entités sous contrôle conjoint.....	80
Note 32.	Parties liées.....	80
Note 33.	Rémunérations des personnes clés du management.....	81
Note 34.	Honoraires des Commissaires aux Comptes .....	81
Note 35.	Evénements post clôture.....	81
Note 36.	Principales filiales et participations consolidées au 31 décembre 2011.....	82

## **Note 1. Bases de préparation des états financiers consolidés**

### **A. Introduction**

#### **A. 1. Description de l'activité**

Edenred, inventeur de Ticket Restaurant® et leader mondial des services prépayés aux entreprises, imagine et développe des solutions facilitant la vie des salariés et améliorant l'efficacité des organisations.

Les solutions proposées par Edenred garantissent que les fonds attribués par les entreprises seront affectés à une utilisation spécifique. Elles permettent de gérer :

- les avantages aux salariés (Ticket Restaurant®, Ticket Alimentación, Ticket CESU, Childcare Vouchers...)
- les frais professionnels (Ticket Car, Ticket Cleanway...)
- la motivation et les récompenses (Ticket Compliments, Ticket Kadéos...)

Le Groupe accompagne également les institutions publiques dans la gestion de leurs programmes sociaux.

#### **A. 2. Gestion de la structure du capital**

L'objectif principal de Edenred en termes de gestion de son capital est de s'assurer du maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements eu égard à l'évolution des conditions économiques. Pour optimiser la structure du capital, le Groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les politiques et procédures de gestion sont identiques pour l'ensemble des deux périodes présentées.

#### **A. 3. Bases de préparation des comptes pro forma**

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Edenred et afin de présenter une vision économique de l'ensemble du périmètre d'activité, des états financiers combinés ont été établis au titre de l'exercice 2010 à partir des états financiers de sociétés historiquement consolidées dans les états financiers de Accor, le groupe Edenred n'ayant d'existence juridique qu'à l'issue des opérations de restructuration juridique et d'apport partiel d'actif finalisées le 29 juin 2010.

Edenred a également préparé des comptes pro forma pour l'exercice 2010, eux-mêmes réalisés sur la base de comptes consolidés du groupe Edenred sur ces mêmes périodes.

Ces comptes pro forma visent à simuler les effets que l'opération de séparation vis-à-vis de Accor aurait pu avoir sur le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres de Edenred, si cette opération avait pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et donc si Edenred avait opéré comme un groupe distinct, autonome et coté à compter de cette date.

Ces informations financières pro forma sont publiées à seule fin d'illustration. A ce titre, elles ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération était survenue à une date antérieure à celle de sa survenance réelle. Elles ne préjugent pas non plus de la situation financière ou des performances de Edenred au cours des exercices futurs.

Les bases de préparation des comptes pro forma pour l'exercice 2010, et ce jusqu'à la création juridique du groupe Edenred en date du 29 juin 2010 sont détaillées dans les états financiers consolidés inclus dans le document de référence du Groupe publié au titre de l'exercice 2010.

## **B. Référentiel comptable**

### **B. 1. Cadre général**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de Edenred au titre de l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS, tel qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2011. Ces comptes présentent en données comparatives l'exercice 2010 établi selon les mêmes principes et conventions et le même référentiel comptable.

Les IFRS sont disponibles sur le site de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

[www.ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Au décembre 2011, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union Européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB, à l'exception de la norme IAS 39 qui n'a été adoptée que partiellement.

Cette divergence est sans effet sur les comptes consolidés de Edenred puisque l'application de cette norme n'aura pas d'impact dans les comptes du Groupe lorsqu'elle sera adoptée par l'Union Européenne et deviendra d'application obligatoire pour le Groupe.

Par conséquent, les comptes du Groupe sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS, telles que publiées par l'IASB.

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables en vigueur dans leurs pays respectifs, sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du Groupe. L'ensemble des sociétés consolidées clôture ses comptes au 31 décembre.

### **B. 2. Normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011**

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2011 sont entrés en vigueur le 1er janvier 2011 :

- IAS 24 Révisée " Information relative aux parties liées " : cette norme révisée est sans effet sur les exercices publiés
- Amendement à IAS 32 " Classement des droits de souscription émis " : Cet amendement a pour objectif d'apporter des précisions sur la manière de comptabiliser certains droits lorsque les instruments émis sont libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Si ces instruments sont émis en proportion aux actionnaires existants de l'émetteur contre un montant fixé de trésorerie, ils sont des capitaux propres, même si leur prix d'exercice est libellé dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'émetteur. Cet amendement est sans effet sur les exercices publiés.
- Amendement à IFRIC 14 " Paiements anticipés des exigences de financement minimal " : cet amendement est sans effet sur les exercices publiés.
- L'interprétation IFRIC 19 " Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres " : cet amendement précise le principe de comptabilisation des instruments de capitaux propres d'une entité émis afin d'éteindre entièrement ou en partie un passif financier. Cette interprétation est sans effet sur les exercices publiés.
- Améliorations des IFRS (mai 2010) : l'application de ces améliorations est sans effet sur les exercices publiés.

### **B. 3. Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application optionnelle**

Edenred n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 7, adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 et dont la date de mise en application est postérieure au 31 décembre 2011. Cet amendement concerne les informations à fournir dans le cadre de transfert d'actifs financiers.



## **B. 4. Normes, amendements de normes et interprétations non encore adoptés par l'Union Européenne**

Les normes, amendements de normes et interprétations en cours d'adoption par l'Union européenne au 31 décembre 2011 sont les suivants :

		Date d'application « exercice ouvert à partir du »	Evaluation de l'impact possible sur les états financiers consolidés de Edenred au cours de la première période d'application
<b>Normes</b>			
IFRS 10	Etats financiers consolidés	01/01/2013	Aucun impact majeur sur les comptes consolidés de Edenred n'est anticipé à ce jour
IFRS 11	Partenariats	01/01/2013	
IFRS 12	Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités	01/01/2013	
IFRS 13	Evaluation à la juste valeur	01/01/2013	
IAS 27 révisée	Etats financiers individuels	01/01/2013	
IAS 28 révisée	Participations dans des entreprises associées et des co- entreprises	01/01/2013	
IFRS 9	Instruments financiers – Classement et évaluation	01/01/2015	
<b>Amendements</b>			
IAS 12	Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents	01/01/2012	Aucun impact majeur sur les comptes consolidés de Edenred n'est anticipé à ce jour
IAS 1	Présentation des autres éléments du résultat global	01/07/2012	
IAS 19	Avantages du personnel	01/01/2013	
IFRS 7	Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers	01/01/2013	
IAS 32	Compensations entre actifs et passifs financiers	01/01/2014	
<b>Interprétations</b>			
IFRIC 20	Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	01/01/2013	Non applicable pour Edenred

Les normes IFRS 10, IFRS11 et IFRS 12 sur la consolidation :

- redéfinissent la notion de contrôle exercé sur une entité,
- suppriment la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint (seule la méthode de consolidation par mise en équivalence est admise), et
- complètent les informations requises dans l'annexe aux comptes consolidés.

L'application de ces textes ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes consolidés de Edenred. En effet, le Groupe ne compte que trois sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle et celles-ci ne sont pas significatives (cf. Note 31 « Informations supplémentaires sur les entités sous contrôle conjoint »).

## C. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par Edenred qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes. La direction de Edenred revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et hypothèses utilisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers concernent l'évaluation des postes suivants :

- la valorisation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles acquises (cf. Note 2.C, Note 12 et Note 13)
- l'estimation de la valeur recouvrable des immobilisations (cf. Note 2.E. 5, Note 12, Note 13, Note 14 et Note 15)
- les provisions et les engagements de retraite (cf. Note 2.K, Note 2.L, Note 25 et Note 29)
- les impôts différés (cf. Note 2.N et Note 10.E)
- les opérations en actions (cf. Note 2.O et Note 18)
- les instruments financiers (cf. Note 2.Q, Note 23)

En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction de Edenred fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe, et traduisent la réalité économique des transactions.

Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après.

## **Note 2. Principes comptables**

### **A. Méthodes de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles Edenred exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont intégrées globalement dans les comptes consolidés.

Les sociétés exploitées en commun par un nombre limité de partenaires avec lesquels Edenred exerce un contrôle conjoint, en vertu d'un accord entre actionnaires, sont intégrées par intégration proportionnelle dans les comptes consolidés.

Les titres des sociétés dans lesquelles Edenred exerce directement ou indirectement une influence notable sont mis en équivalence. Cette influence est présumée lorsque le Groupe détient entre 20% et 50% des droits de vote.

Conformément à la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

### **B. Regroupements d'entreprises**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, suite à la mise en application des normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels », le Groupe comptabilise ses regroupements d'entreprises et ses transactions relatives aux intérêts minoritaires en application de cette nouvelle norme conformément aux principes comptables décrits précédemment.

### **C. Ecarts d'acquisition**

A l'occasion de la première consolidation des filiales et participations du Groupe, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis. L'évaluation se fait dans la devise de l'entité acquise.

Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

#### **C. 1. Ecart d'acquisition positif**

L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecarts d'acquisition ». Les écarts d'acquisition résiduels sont généralement issus de la présence de synergies et d'autres avantages attendus résultant du rachat des sociétés acquises.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée, applicables aux regroupements d'entreprises réalisés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe est amené à choisir, pour chaque prise de contrôle partielle, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100% soit sur la base du pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). Dans le cadre d'une comptabilisation de l'écart d'acquisition sur une base de 100%, un écart d'acquisition attribuable aux minoritaires est alors comptabilisé.

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'une entreprise dans laquelle Edenred exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci.

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales et d'entités contrôlées conjointement est présenté séparément au bilan.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont détaillées dans la Note 2.E. 5. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique « Charges et produits non récurrents », est irréversible.

## **C. 2. Ecart d'acquisition négatif**

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition.

## **D. Conversion des comptes exprimés en devises**

La monnaie de présentation des comptes est l'Euro.

Les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultat exprimés en devises sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant figurent dans les capitaux propres et seront comptabilisées au compte de résultat de l'exercice au cours duquel les activités seront cédées.

## **E. Immobilisations**

### **E. 1. Immobilisations incorporelles**

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le Groupe a considéré ses marques principales comme des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée. Ces immobilisations ne sont donc pas amorties et font l'objet d'une revue de leur valorisation lors de survenance d'événements susceptibles de remettre en cause leur valeur et dans tous les cas au minimum une fois par an. Lorsque leur valeur recouvrable fondée sur les critères ayant prévalu lors de leur acquisition s'avère inférieure à leur valeur nette comptable, une dépréciation est constituée (cf. Note 2.E. 5).

Les autres immobilisations incorporelles, qualifiées d'immobilisations incorporelles à durée de vie définie (logiciels, licences et listes clients) sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue :

- licences : durée de la licence ;
- listes clients : entre 3 et 15 ans ;
- logiciels : entre 2 et 7 ans.

La valeur des immobilisations incorporelles identifiables comptabilisées à l'occasion d'une première intégration repose notamment sur des travaux d'experts indépendants, fondés sur des critères propres à chaque secteur d'activité, permettant leur suivi ultérieur. Les marques identifiables sont valorisées selon une approche multicritère tenant compte à la fois de leur notoriété et de la rentabilité qu'elles génèrent. Les listes clients sont quant à elles évaluées par reconstitution du coût de conquête de nouveaux clients.

## **E. 2. Immobilisations corporelles**

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient moins les amortissements et les pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée. L'amortissement de ces actifs commence dès leur mise en service.

A partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composants, sur leur durée d'utilité :

- agencements : entre 5 et 15 ans ;
- matériels et mobiliers : entre 4 et 7 ans.

## **E. 3. Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immeubles de placement sont enregistrés pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement, selon une approche par composants, sur leur durée d'utilité. Les constructions sont amorties sur 40 années. Les autres composants sont amortis sur les mêmes durées que les autres immobilisations corporelles du Groupe.

## **E. 4. Actifs financiers non courants**

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et par conséquent inscrits à leur juste valeur. Les profits ou les pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres (en réserves de juste valeur des instruments financiers) jusqu'à ce que le titre soit cédé, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice. En cas de perte significative ou prolongée, cette perte donne lieu à la constatation d'une dépréciation non réversible comptabilisée en résultat.

Un test de dépréciation est effectué dès lors qu'il existe des indications opérationnelles financières de perte de valeur, comme par exemple, une diminution du cours boursier si l'entité est cotée, des difficultés importantes de l'entité, des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie estimés, des informations portant sur des changements dans l'environnement économique, financier ou politique importants ayant un effet négatif sur l'entité... Dès lors qu'un indice de perte de valeur est détecté, le Groupe réalise un test de dépréciation l'amenant à comparer la valeur recouvrable de l'immobilisation financière avec sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable est approchée selon les méthodes décrites en Note 2.E. 5.

## **E. 5. Valeur recouvrable des immobilisations**

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, corporelles et les immeubles de placement font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au minimum une fois par an pour les immobilisations à durée de vie indéfinie (catégorie limitée aux écarts d'acquisitions et aux marques).

### INDICES DE PERTE DE VALEUR

Les indices de perte de valeur sont les suivants :

- baisse de 15% du Chiffre d'affaires opérationnel à périmètre et change constants ; ou
- baisse de 20% de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) à périmètre et change constants ; ou
- tout événement ou modification d'environnement de marché indiquant un risque de perte de valeur.

## UNITES GENERATRICES DE TRESORERIE

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau d'Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Tous les actifs incorporels, y compris les écarts d'acquisition et les actifs corporels, sont alloués à des UGT.

Les UGT sont identifiées par pays. Pour les pays les plus significatifs, elles sont définies par famille de solutions (Avantages aux Salariés, Frais Professionnels et Motivation & Récompenses).

## METHODES DE DETERMINATION DE LA VALEUR RECOUVRABLE

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur nette comptable de l'UGT avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur recouvrable des UGT est, par conséquent, approchée en deux temps, multiple de l'excédent brut d'exploitation (approche de la juste valeur) puis flux futurs de trésorerie actualisés (approche de la valeur d'utilité).

### a) Valeur fondée sur un multiple normatif de l'excédent brut d'exploitation (EBE)

Ce principe de calcul apparaît comme la meilleure méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d'approcher au mieux la valeur de réalisation d'une UGT en cas de mise en vente.

Cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années réalisé par l'UGT puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi que du risque spécifique au pays.

Les multiples retenus correspondent à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché.

En cas d'identification d'une perte de valeur, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé.

### b) Valeur fondée sur un test de flux futurs de trésorerie actualisés

Les projections sont réalisées sur une durée maximale de 5 ans, sauf si une durée plus longue peut être justifiée ce qui est notamment le cas lorsque le cycle économique est bas. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital) de clôture. Le taux de croissance à l'infini est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacun des pays.

## EVALUATION DES DEPRECIATIONS

A l'issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une dépréciation à comptabiliser, la dépréciation comptabilisée est égale au minimum des deux dépréciations calculées respectivement en référence à la juste valeur et à la valeur d'utilité de l'UGT testée. La dépréciation est constatée dans le poste « Charges et produits non récurrents » (cf. Note 2.T. 9).

## REPRISES DES DEPRECIATIONS

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'Actifs », les dépréciations des écarts d'acquisition sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie telles que les licences et les logiciels, sont aussi considérées comme irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie telles que les marques sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'UGT.

## **F. Stocks**

Les stocks, conformément à la norme IAS 2 « Stocks », sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré.

## **G. Créances clients et autres créances**

Les créances clients et autres créances sont évaluées à leur juste valeur à la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué éventuellement du montant des pertes de valeur enregistrées dans le compte de résultat. Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues n'est pas recouvrable.

## **H. Fonds réservés**

Les fonds réservés sont représentatifs de la valeur faciale des titres de services en circulation soumis à des réglementations particulières dans certains pays (notamment en France pour les produits *Ticket Restaurant®* et *Ticket CESU®*, au Royaume-Uni et en Roumanie). En particulier, ces fonds font l'objet de restriction quant à leur utilisation et ne sont pas fongibles avec la trésorerie du Groupe. Ils restent la propriété de Edenred et sont investis dans des instruments financiers donnant lieu à rémunération.

## **I. Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Ce poste figure dans les « Autres tiers ».

## **J. Actions propres**

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

## **K. Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour restructurations sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties concernées.

Les provisions comprennent des provisions pour sinistres liés aux vols, calculées en fonction des vols déclarés et en se basant sur le pourcentage de la valeur faciale des titres volés correspondant à une anticipation du taux d'utilisation effective des titres de services volés.

## **L. Engagements de retraites et assimilés**

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme, en fonction des réglementations et usages en vigueur dans les pays d'exercice de l'activité.

Les avantages procurés par ces régimes sont de deux types : à cotisations définies ou à prestations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes dues à des organismes extérieurs ; la charge qui correspond à ces primes dues est prise en compte dans le résultat de l'exercice.

Pour les régimes à prestations définies, le Groupe évalue ses obligations conformément à la norme IAS 19 « Avantages du Personnel ».

Les engagements sont ainsi calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que : augmentation des salaires, âge de départ en retraite, mortalité, rotation et taux d'actualisation. Ces hypothèses prennent en considération les conditions particulières notamment macro-économiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Afin de déterminer le passif au titre des engagements de retraite et assimilés, il est également tenu compte des actifs des régimes détenus en couverture qui sont évalués à leur valeur de marché. Le passif au titre des engagements de retraite comptabilisé au bilan correspond à la valeur actualisée des obligations, après déduction de la juste valeur des actifs détenus en couverture. Un excédent d'actifs n'est comptabilisé au bilan que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs qui sont effectivement disponibles pour le Groupe, par exemple sous la forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime. S'agissant des avantages postérieurs à l'emploi, les modifications d'hypothèses actuarielles et effets d'expérience donnent lieu à des écarts actuariels qui sont intégralement constatés en capitaux propres de l'exercice lors de leur survenance.

Le passif net déterminé est constaté au bilan dans la rubrique « Provisions à caractère non courant ».

## **M. Conversion des opérations libellées en devises**

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, dans chaque société du Groupe, les transactions réalisées dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur à la date de chacune des transactions.

Les créances et les dettes correspondantes sont converties en euros sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêté du bilan (cours de clôture). Les passifs évalués à la juste valeur qui sont libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur. Les gains ou pertes de change latents qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier à l'exception des écarts de change résultant des passifs évalués à la juste valeur qui sont comptabilisés en capitaux propres.

## **N. Impôts**

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du Groupe, corrigés de la fiscalité différée.

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.



Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable.

La charge d'impôt différé est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est également comptabilisée en capitaux propres.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les ajustements des actifs d'impôts différés issus de sociétés acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en résultat sans ajustement correspondant de l'écart d'acquisition.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés ne sont pas actualisés.

La loi de finances 2010 a réformé la taxe professionnelle pour la remplacer par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T). La C.E.T se compose de deux éléments qui sont :

- la Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E.), assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, présentant des caractéristiques similaires à celles de la taxe professionnelle et de ce fait assimilable comptablement à une charge opérationnelle ; et
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard de la norme IAS 12.

Dans un communiqué du 14 janvier 2010, le Conseil National de la Comptabilité a considéré qu'il appartenait à chaque entreprise d'exercer son jugement afin de déterminer la qualification de la C.V.A.E..

Après analyses, Edenred a jugé que la C.V.A.E. remplissait les caractéristiques d'un impôt sur le résultat. Ce changement n'a eu aucun impact significatif sur les comptes du Groupe.

## **O. Paiement fondé sur des actions**

### **O. 1. Plans d'Options de Souscription d'actions**

Les plans d'options de souscription d'actions attribués par le Conseil d'Administration du 6 août 2010 et du 11 mars 2011 entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». Il s'agit d'options de souscription réservées au personnel sans condition particulière d'acquisition excepté une présence effective au terme de la période d'acquisition des droits.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options sous conditions de performance est évaluée par référence à la juste valeur des options à la date de leur attribution. La juste valeur des options est évaluée selon la formule de « Black & Scholes ». La date d'attribution est la date à laquelle les termes et les conditions du plan sont connus par les salariés du Groupe : elle correspond à la date du Conseil d'Administration ayant décidé ce plan.

La juste valeur des options ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Cette dépense est constatée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice des options, le montant de trésorerie perçu par le Groupe au titre du prix d'exercice est comptabilisé en trésorerie en contrepartie des capitaux propres.

### **O. 2. Plans d'actions sous conditions de performance**

Les plans d'actions sous conditions de performance attribués par le Conseil d'Administration du 6 août 2010 et du 11 mars 2011 sont également comptabilisés conformément à la norme IFRS 2.

Les principes de comptabilisation sont identiques aux plans d'options de souscription d'actions.

Le nombre d'actions sous conditions de performance attribuées est révisé chaque année en fonction des évolutions de la probabilité de réalisation des conditions de performance.

## **P. Titres à rembourser**

Les titres de service à rembourser sont comptabilisés en passif courant. Ils correspondent à la valeur faciale des titres en circulation non encore remboursés.

## **Q. Instruments financiers**

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par ses amendements.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque ce dernier devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

### **Q. 1. Actifs financiers**

Les actifs financiers sont classés en trois grandes catégories définies par la norme IAS 39 :

- la catégorie « prêts et créances » qui comprend principalement les dépôts à terme et les prêts à des sociétés non consolidées. Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti correspondant à leur juste valeur. A chaque clôture, ces actifs sont enregistrés au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée au résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à augmenter ultérieurement ;
- la catégorie « actifs détenus jusqu'à échéance » qui comprend principalement les obligations et les titres de créances négociables dont la particularité est d'être détenus jusqu'à l'échéance. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs détenus jusqu'à échéance sont comptabilisés au coût amorti correspondant à leur juste valeur. A chaque clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée au résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à augmenter ultérieurement.

Pour ces deux catégories, la comptabilisation au coût amorti est équivalente à la comptabilisation au prix d'acquisition, la mise en place de ces placements ne faisant pas l'objet de frais ou de coûts significatifs ;

- la catégorie « actifs financiers disponibles à la vente » qui comprend principalement les titres de participations, les parts de SICAV et de fonds commun de placement. Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en capitaux propres. La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés (technique de valorisation de niveau 1), aux valeurs liquidatives pour les SICAV et Fonds commun de placement (technique de valorisation de niveau 2) et à une estimation de la juste valeur pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre (techniques de valorisation de niveau 3 basées sur des données non observables). Pour les titres non cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable, les titres sont alors maintenus au bilan à leur coût d'entrée c'est-à-dire à leur coût d'acquisition, majoré des coûts de transactions éventuels. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation durable de ces titres (notamment en cas de baisse importante ou prolongée de la juste valeur), la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est alors constatée en résultat.

### **Q. 2. Emprunts bancaires**

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

### **Q. 3. Autres passifs financiers**

Les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti. Le coût amorti utilise la méthode du taux effectif global incluant les différents frais d'émission ainsi que les éventuelles primes de remboursement et d'émission.

## **R. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les disponibilités bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments monétaires. Ces placements correspondent essentiellement à des dépôts à terme bancaires et à des comptes bancaires rémunérés sans risque en capital. Ils ont une échéance inférieure ou égale à trois mois lors de leur souscription et sont convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

En application de la norme IAS 39, les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à la valeur de marché à la date de clôture. La variation de la valeur de marché est constatée en résultat financier.

## **S. Autres placements de trésorerie**

Le poste « Autres placements de trésorerie » comprend les placements dont l'échéance est supérieure à trois mois. Bien que très liquides et peu sensibles aux risques de taux et de change, ces placements ne sont plus inclus dans le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie, conformément à la Recommandation AMF n°2011-16 en vue de l'arrêté des comptes 2011. Ce poste contient également les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie faisant l'objet de restrictions liées à des réglementations propres à certains pays (contrôle des changes, etc.).

Les postes « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Autres placements de trésorerie » sont tous deux pris en compte dans le calcul de l'endettement net. L'endettement net est présenté en Note 24 « Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette ».

## **T. Présentation du compte de résultat et du tableau de financement**

### **T. 1. Volume d'émission**

Le volume d'émission correspond à la valeur faciale des tickets et chèques prépayés émis sur la période, ainsi qu'au montant crédité sur les cartes, s'agissant des cartes prépayées.

Le volume d'émission est suivi pour les produits dès lors que la gestion des titres en circulation, quel que soit leur support, est opérée par Edenred.

### **T. 2. Chiffre d'affaires opérationnel**

En application de la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », le chiffre d'affaires opérationnel correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement.

Conformément à la norme IAS 18, l'ensemble du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net des rabais, remises et ristournes, de la TVA et des autres taxes.

Le chiffre d'affaires opérationnel est comptabilisé lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que les produits peuvent être évalués de manière fiable. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à sa recouvrabilité.

Le chiffre d'affaires opérationnel est de deux types :

## **T. 2. 1. Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission**

Le chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission correspond au chiffre d'affaires opérationnel généré par l'activité de titres de services dont la gestion est assurée par Edenred.

Pour l'ensemble de ces produits, le chiffre d'affaires comptabilisé comprend essentiellement les éléments suivants :

- les commissions perçues auprès des entreprises clientes. Les commissions comprennent la commission facturée sur la vente des tickets et des cartes ainsi que l'ensemble des frais annexes facturés aux clients sur la vente tels que les frais de livraison, la vente de la carte ou les frais de personnalisation des titres de services, etc. Les commissions sont comptabilisées en chiffre d'affaires lors de l'émission des titres de services et de leur envoi aux clients ;
- la participation des affiliés correspondant à la quote-part des titres de services non remboursée au porteur du titre ainsi que les frais annexes qui pourraient lui être facturés tels qu'un droit d'entrée, des frais de souscription mensuels, la vente ou la location du terminal de paiement (TPE)... Les participations sont considérées comme un revenu acquis dès lors que les titres de services sont émis et dans la mesure où l'opération de traitement ne peut être dissociée de l'opération d'émission. Elles sont par conséquent comptabilisées à l'émission du titre de services, une provision pour coût de traitement à venir étant alors comptabilisée ;
- les gains réalisés sur les titres de services non présentés avant la date d'expiration. Afin de tenir compte des pratiques commerciales existantes dans chacun des pays (remboursement des titres de services périmés et autres gestes commerciaux), ces gains sont reconnus progressivement une fois atteinte la date d'expiration des titres de services ;
- les revenus issus des insertions publicitaires dans les carnets de tickets ou les cartes. Ces revenus sont comptabilisés à la date de facturation au client achetant l'insertion publicitaire.

## **T. 2. 2. Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission**

Le chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission correspond au chiffre d'affaires généré par des activités à valeur ajoutée telles que les programmes de motivation, des services à la personne, des prestations liées à de l'événementiel. Ce chiffre d'affaires correspond au montant de la prestation facturée à l'entreprise cliente et est comptabilisé à la date de livraison des solutions.

## **T. 3. Chiffre d'affaires financier**

Le chiffre d'affaires financier correspond aux revenus générés par le placement des fonds structurellement mis à la disposition de Edenred entre :

- la date d'émission et la date de remboursement pour les titres de service prépayés, et
- la date de chargement et la date d'utilisation des crédits pour les cartes prépayées.

Le chiffre d'affaires financier représente des produits d'exploitation de ce métier et, cumulé avec le chiffre d'affaires opérationnel, forment le chiffre d'affaires total du Groupe.

## **T. 4. Excédent brut d'exploitation**

L'excédent brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation ainsi que les charges de loyers.

## **T. 5. Amortissements, provisions et dépréciations**

Les amortissements, provisions et dépréciations reflètent les coûts de détention opérationnels des actifs en propriété.

## **T. 6. Résultat d'exploitation courant**

Le résultat d'exploitation courant reflète l'excédent brut d'exploitation après coûts de détention opérationnels des actifs principalement immatériels. Cet agrégat est utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de l'activité.

Le résultat d'exploitation courant sert de base de calcul de la marge opérationnelle : « Résultat d'exploitation courant / volume d'émission ».

## **T. 7. Résultat financier**

Le résultat financier comprend :

- les charges ou produits d'intérêts sur les emprunts, les autres passifs financiers et les prêts et créances ;
- le résultat de change sur opérations financières ;
- les dotations / reprises de provisions financières.

## **T. 8. Résultat avant impôt et éléments non récurrents**

Ce solde comprend le résultat des opérations du Groupe ainsi que celui de leur financement. Le résultat financier fait partie intégrante du résultat opérationnel du Groupe dans la mesure où il contribue au critère de performance sur lequel Edenred communique auprès des investisseurs.

## **T. 9. Charges et produits non récurrents**

Les charges et produits non récurrents comprennent :

- les charges de restructuration c'est-à-dire les charges liées aux opérations de restructuration engagées par le Groupe ;
- l'ensemble des dépréciations comptabilisées dans le cadre de l'application de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » ;
- les plus ou moins values de cession des actifs immobilisés, des provisions et des pertes et gains non opérationnels.

Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

## **T. 10. Résultat opérationnel avant impôt**

Le résultat opérationnel avant impôt se définit par différence entre le résultat avant impôt et éléments non récurrents et les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents non directement liés à la gestion courante des opérations du Groupe.

## **T. 11. Résultat Courant après impôt**

Le résultat courant après impôt comprend :

- le résultat avant impôt et éléments non récurrents, et
- l'impôt de la période retraité de la part liée aux éléments non récurrents,

auxquels on soustrait les intérêts minoritaires.

## **T. 12. Tableau de financement**

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles incluent :

- la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents (la notion d'élément non récurrent étant identique à celle définie en T. 9) après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- les encaissements ou décaissements liés aux éléments non récurrents ;
- la variation du besoin en fonds de roulement.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement incluent :

- les investissements récurrents dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice et nécessaires à une exploitation normale ;
- les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés et les comptes de besoin en fonds de roulement des filiales nouvellement consolidées par intégration globale ainsi que la constitution de nouveaux actifs ;
- les produits des cessions d'actifs.

Les flux de trésorerie des activités de financement incluent :

- les variations des capitaux propres ;
- les variations des dettes et emprunts ;
- les dividendes ;
- les achats/ventes de titres d'autocontrôle.

## **U. Résultat net par action**

### **U. 1. Résultat de base par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le Résultat Net - Part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période.

Pour l'exercice 2010, le nombre moyen d'actions en circulation correspond au nombre moyen d'actions en circulation de Edenred depuis sa date d'existence juridique, à savoir le 29 juin 2010.

### **U. 2. Résultat dilué par action**

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée, durant l'exercice, des options de souscription existantes ou de tout autre instrument dilutif.

## **V. Autres informations**

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que Edenred s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

## **W. Renseignements concernant Edenred S.A.**

Dénomination sociale : Edenred S.A.

Siège social : Immeuble Colombus, 166-180 Boulevard Gabriel Péri, 92245 MALAKOFF - France

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 451 794 792 euros

RCS Nanterre : 493 322 978

NAF : 6420Z

Le Conseil d'Administration de Edenred du 22 février 2012 a autorisé la publication de ces états financiers.

## **Note 3. Variations de périmètre et faits marquants**

### **A. Variation de périmètre 2011**

#### **A. 1. Acquisitions et développements**

**En janvier 2011**, Edenred a annoncé l'acquisition de **RistoChef**, 7ème opérateur italien de titres restaurant. Avec plus de 1 800 clients et près de 3% de part de marché, RistoChef, filiale à 100% du Groupe EIOR, a réalisé un volume d'émission estimé à environ 70 millions d'euros en 2010.

Cette opération permet à Edenred de renforcer sa position de leader en Italie avec plus de 40% de part de marché.

Le coût de cette acquisition, payé en numéraire pour 13 millions d'euros, a été affecté (en montant brut hors impôts différés) à la liste clients pour 4 millions d'euros. L'écart résiduel porté en goodwill s'élève à 10 millions d'euros.

**En octobre 2011**, Edenred a acquis les activités cartes essences de **CGI**, 6ème émetteur de cartes essence spécialisées au Mexique. Le coût de cette acquisition s'élève à 2 millions d'euros payé en numéraire, auquel s'ajoute un complément de prix éventuel dû en 2012 et estimé à 2 millions d'euros. En première analyse, le coût de cette acquisition a été affecté provisoirement à la liste clients.

#### **A. 2. Cessions**

Dans le cadre de la revue stratégique de son portefeuille, le groupe Edenred a procédé à la cession de certaines activités de conseil et d'assistance psychologique aux salariés (concept anglo-saxon de l'EAP, Employee Assistance Program).

##### **A. 2. 1. Cession de la société EAP France et de sa participation dans BEA**

**En avril 2011**, Edenred a cédé 100% de la société EAP France et sa participation dans BEA (société spécialisée dans la conciergerie d'entreprise) à Europ Assistance France (51%) et Malakoff Médéric (49%). Cette activité sans volume d'émission a contribué au chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour 5 millions d'euros en 2010.

Réalisée pour un montant de 4 millions d'euros, cette opération a dégagé une plus-value de 3 millions d'euros.

##### **A. 2. 2. Cession de la société WorkPlace Benefits et de ses filiales**

**En mai 2011**, Edenred a cédé sa participation dans la société américaine WorkPlace Benefits et ses filiales à l'actionnaire majoritaire (personne physique). Cette activité sans volume d'émission a contribué au chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour 9 millions d'euros en 2010.

Réalisée pour un montant de 3 millions d'euros, cette opération a dégagé une plus-value de 1 million d'euros.

##### **A. 2. 3. Cession de la société Davidson Trahaire et de ses filiales**

**En août 2011**, Edenred a cédé 100% de sa filiale australienne Davidson Trahaire, société de conseil en ressources humaines, spécialisée dans l'assistance psychologique aux employés. Cette activité sans volume d'émission a contribué au chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour 18 millions d'euros en 2010 et 13 millions d'euros en 2011.

Réalisée pour un montant de 48,5 millions de dollars australiens, soit environ 35 millions d'euros, cette opération a dégagée une plus-value de 16 millions d'euros.



## **B. Variation de périmètre 2010**

### **B. 1. Acquisitions et développements**

**En mai 2010**, Edenred a racheté les 40% de la société **ACE** (activité d'émission de CESU) qu'elle ne détenait pas encore. Ces titres ont été acquis auprès de la BPCE pour un montant de 4 millions d'euros.

Conformément à IFRS3 révisée, l'acquisition de la part détenue par les minoritaires n'a pas donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire, Edenred ayant déjà le contrôle exclusif de la société.

**En décembre 2010**, Edenred a acquis les activités titres restaurant et titres cadeaux de **Euroticket**, 4ème opérateur roumain sur ces marchés. Avec plus de 3 000 clients et près de 5% de part de marché, Euroticket a réalisé un volume d'émission de 53 millions d'euros en 2009. Cette opération permet à Edenred de confirmer sa position de leader en Roumanie, avec désormais près de 40% de part de marché.

Le coût de cette acquisition s'élève à 5 millions d'euros payé en numéraire, auquel s'ajoute un complément de prix estimé à 1 million d'euros. Le coût de cette acquisition a été affecté au portefeuille clients.

### **B. 2. Cessions**

Aucune cession n'est intervenue au cours de l'exercice 2010.

## **C. Faits marquants**

### **C. 1. Partenariat avec la société de capital-risque Partech International**

**En décembre 2011**, dans le cadre de sa stratégie visant à préparer la conquête de nouveaux territoires, « Inventer 2016 », Edenred a annoncé un partenariat avec la société de capital-risque Partech International.

Le Groupe s'est engagé à investir 15 millions d'euros dans le fonds « Partech International VI », qui a effectué une première levée de 100 millions d'euros. Ce fonds investira dans des jeunes entreprises en fort développement, orientées vers l'économie numérique : nouveaux services internet, e-commerce, e-marketing et nouveaux moyens de paiement...

Cet investissement offre à Edenred la possibilité d'explorer de nouvelles opportunités dans des secteurs adjacents à son activité. Le Groupe bénéficiera aussi d'une veille permettant de mieux anticiper les évolutions liées à ses partenaires : entreprises, salariés et prestataires affiliés.

En soutenant des sociétés à fort potentiel, Edenred, fidèle à son esprit pionnier, fait de l'innovation un des vecteurs privilégiés de son développement.

## Note 4. Information sectorielle

### Principal décideur opérationnel

Le principal décideur opérationnel du Groupe est la Direction Générale assistée du Comité exécutif. En effet, la Direction Générale affecte les ressources aux différents secteurs opérationnels et en évalue les performances.

Les décisions prises par la Direction Générale se basent sur le reporting interne du Groupe. Ce reporting interne présente des données au niveau pays.

### Regroupements

Dans le reporting interne du Groupe, les données au niveau pays sont regroupées en quatre zones géographiques :

- la France ;
- l'Europe hors France ;
- l'Amérique Latine ;
- le Reste du Monde.

Hormis la France, les secteurs présentés sont donc des regroupements de secteurs opérationnels. Ces regroupements ont été effectués selon les principes énoncés dans IFRS 8.

Ainsi, outre les aspects de similarité des caractéristiques économiques à long terme, la norme IFRS 8 énumère également 5 critères de regroupement :

- a) la nature des produits et services ;
- b) la nature des procédés de fabrication ;
- c) le type ou la catégorie de clients auxquels sont destinés leurs produits et services ;
- d) les méthodes utilisées pour distribuer leurs produits ou fournir leurs services ; et
- e) s'il y a lieu, la nature de l'environnement réglementaire, par exemple, la banque, l'assurance ou les services publics.

Les regroupements « Europe hors France » et « Amérique Latine » respectent chacun l'ensemble des critères énoncés ci-dessus.

Le secteur « Reste du Monde » comprend quant à lui les pays ne rentrant pas dans les secteurs « France », « Europe hors France » et « Amérique Latine ».

Enfin, les « Structures mondiales » regroupent la holding Edenred S.A., les sièges régionaux et les sociétés n'ayant pas d'activités opérationnelles.

Les transactions entre secteurs ne sont pas significatives

## A. Exercice 2011

### A. 1. Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL Déc. 2011
<b>Volume d'émission</b>	<b>2 598</b>	<b>4 770</b>	<b>7 337</b>	<b>484</b>	<b>-</b>	<b>15 188</b>
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	120	255	386	22	-	782
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	24	72	28	34	-	158
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<b>144</b>	<b>327</b>	<b>414</b>	<b>56</b>	<b>-</b>	<b>940</b>
<b>Chiffre d'affaires financier</b>	<b>20</b>	<b>32</b>	<b>36</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>92</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>164</b>	<b>359</b>	<b>450</b>	<b>59</b>	<b>-</b>	<b>1 032</b>
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>46</b>	<b>111</b>	<b>206</b>	<b>3</b>	<b>(11)</b>	<b>355</b>

### A. 2. Bilan

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL Déc. 2011
Ecarts d'acquisition	91	187	215	16	-	509
Immobilisations incorporelles	22	50	23	1	5	101
Immobilisations corporelles	7	11	32	4	1	55
Actifs financiers non courants	1	1	1	1	-	4
Actifs d'impôts différés	3	15	11	2	8	39
<b>Actif non courant</b>	<b>124</b>	<b>264</b>	<b>282</b>	<b>24</b>	<b>14</b>	<b>708</b>
<b>Actif courant</b>	<b>764</b>	<b>734</b>	<b>1 391</b>	<b>142</b>	<b>482</b>	<b>3 513</b>
<b>Total ACTIF</b>	<b>888</b>	<b>998</b>	<b>1 673</b>	<b>166</b>	<b>496</b>	<b>4 221</b>
<b>Capitaux propres et intérêts minoritaires</b>	<b>153</b>	<b>424</b>	<b>541</b>	<b>21</b>	<b>(2 150)</b>	<b>(1 011)</b>
<b>Passif non courant</b>	<b>12</b>	<b>63</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>1 406</b>	<b>1 508</b>
<b>Passif courant</b>	<b>723</b>	<b>511</b>	<b>1 106</b>	<b>144</b>	<b>1 240</b>	<b>3 724</b>
<b>Total PASSIF</b>	<b>888</b>	<b>998</b>	<b>1 673</b>	<b>166</b>	<b>496</b>	<b>4 221</b>

## B. Exercice 2010

### B. 1. Résultat

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL Déc. 2010 IFRS
<b>Volume d'émission</b>	<b>2 564</b>	<b>4 679</b>	<b>6 185</b>	<b>446</b>	<b>-</b>	<b>13 875</b>
Chiffre d'affaires opérationnel avec volume d'émission	117	248	341	23	-	729
Chiffre d'affaires opérationnel sans volume d'émission	29	68	17	42	-	156
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<b>146</b>	<b>316</b>	<b>358</b>	<b>65</b>	<b>-</b>	<b>885</b>
<b>Chiffre d'affaires financier</b>	<b>19</b>	<b>31</b>	<b>27</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>80</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>165</b>	<b>347</b>	<b>386</b>	<b>68</b>	<b>-</b>	<b>965</b>
<b>Résultat d'exploitation courant (a)</b>	<b>47</b>	<b>119</b>	<b>167</b>	<b>9</b>	<b>(12)</b>	<b>330</b>

(a) En 2011, le Groupe a procédé à la refonte du système de redevances internes entre Edenred S.A. (classée en structures mondiales) et ses différentes filiales. Pour refléter ce changement, (11) millions d'euros ont été reclassés de Structures Mondiales vers les autres secteurs opérationnels dans le tableau ci-dessus. Ces reclassements sont sans impact sur le résultat d'exploitation courant du Groupe.

### B. 2. Bilan

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL Déc. 2010 IFRS
Ecarts d'acquisition	91	189	231	40	-	551
Immobilisations incorporelles	22	51	17	3	3	96
Immobilisations corporelles	8	12	15	4	1	40
Actifs financiers non courants	1	1	-	3	-	5
Actifs d'impôts différés	1	13	5	2	7	28
<b>Actif non courant</b>	<b>123</b>	<b>266</b>	<b>268</b>	<b>52</b>	<b>11</b>	<b>720</b>
<b>Actif courant</b>	<b>773</b>	<b>696</b>	<b>1 284</b>	<b>130</b>	<b>584</b>	<b>3 467</b>
<b>Total ACTIF</b>	<b>896</b>	<b>962</b>	<b>1 552</b>	<b>182</b>	<b>595</b>	<b>4 187</b>
<b>Capitaux propres et intérêts minoritaires (a)</b>	<b>147</b>	<b>(1 068)</b>	<b>487</b>	<b>38</b>	<b>(648)</b>	<b>(1 044)</b>
<b>Passif non courant</b>	<b>12</b>	<b>59</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>1 495</b>	<b>1 589</b>
<b>Passif courant (a)</b>	<b>737</b>	<b>1 971</b>	<b>1 044</b>	<b>142</b>	<b>(252)</b>	<b>3 642</b>
<b>Total PASSIF</b>	<b>896</b>	<b>962</b>	<b>1 552</b>	<b>182</b>	<b>595</b>	<b>4 187</b>

(a) En 2011, le Groupe a procédé à la refonte du système de redevances internes entre Edenred S.A. (classée en structures mondiales) et ses différentes filiales. Pour refléter ce changement, 11 millions d'euros sur la ligne « Passif courant » et (11) millions d'euros sur la ligne « Capitaux propres » ont été reclassés de Structures Mondiales vers les autres secteurs opérationnels dans le tableau ci-dessus. Ces reclassements sont sans impact sur les totaux « Passif courant » et « Capitaux propres » du Groupe.

## C. Variation du volume d'émission

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Volume d'émission 2011	2 598	4 770	7 337	484	-	<b>15 188</b>
Volume d'émission 2010	2 564	4 679	6 185	446	-	<b>13 875</b>
Variation en publié	+34	+91	+1 151	+37	-	+1 313
% de variation en publié	+1,3%	+1,9%	+18,6%	+8,3%	-	+9,5%
<b>Variation en données comparables</b>	<b>+34</b>	<b>(16)</b>	<b>+1 240</b>	<b>+92</b>	<b>-</b>	<b>+1 350</b>
<b>% de variation en données comparables</b>	<b>+1,3%</b>	<b>(0,4)%</b>	<b>+20,1%</b>	<b>+20,7%</b>	<b>-</b>	<b>+9,7%</b>

## D. Variation du chiffre d'affaires

### D. 1. Chiffre d'affaires total

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires total 2011	164	359	450	59	-	<b>1 032</b>
Chiffre d'affaires total 2010	165	347	386	68	-	<b>965</b>
Variation en publié	(1)	+12	+65	(9)	-	+67
% de variation en publié	(0,6)%	+3,5%	+16,7%	(12,8)%	-	+6,9%
<b>Variation en données comparables</b>	<b>+0</b>	<b>+11</b>	<b>+75</b>	<b>+7</b>	<b>-</b>	<b>+93</b>
<b>% de variation en données comparables</b>	<b>+0,2%</b>	<b>+3,0%</b>	<b>+19,5%</b>	<b>+10,8%</b>	<b>-</b>	<b>+9,7%</b>

### D. 2. Chiffre d'affaires opérationnel

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires opérationnel 2011	144	327	414	56	-	<b>940</b>
Chiffre d'affaires opérationnel 2010	146	316	358	65	-	<b>885</b>
Variation en publié	(3)	+11	+56	(9)	-	+55
% de variation en publié	(1,7)%	+3,4%	+15,6%	(13,9)%	-	+6,2%
<b>Variation en données comparables</b>	<b>(1)</b>	<b>+9</b>	<b>+66</b>	<b>+7</b>	<b>-</b>	<b>+81</b>
<b>% de variation en données comparables</b>	<b>(0,9)%</b>	<b>+3,0%</b>	<b>+18,5%</b>	<b>+10,1%</b>	<b>-</b>	<b>+9,2%</b>

### D. 3. Chiffre d'affaires financier

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Chiffre d'affaires financier 2011	20	32	36	3	-	<b>92</b>
Chiffre d'affaires financier 2010	19	31	27	3	-	<b>80</b>
Variation en publié	+1	+1	+9	-	-	+12
% de variation en publié	+8,1%	+4,0%	+31,5%	+14,0%	-	+14,7%
<b>Variation en données comparables</b>	<b>+1</b>	<b>+1</b>	<b>+9</b>	<b>+1</b>	<b>-</b>	<b>+12</b>
<b>% de variation en données comparables</b>	<b>+8,1%</b>	<b>+3,4%</b>	<b>+32,4%</b>	<b>+26,8%</b>	<b>-</b>	<b>+15,2%</b>

### E. Variation du résultat d'exploitation courant

(en millions d'euros)	France	Europe hors France	Amérique Latine	Reste du Monde	Structures mondiales	TOTAL
Résultat d'exploitation courant 2011	46	111	206	3	(11)	<b>355</b>
Résultat d'exploitation courant 2010 (a)	47	119	167	9	(12)	<b>330</b>
Variation en publié	(1)	(8)	+39	(6)	+1	+25
% de variation en publié	(1,1)%	(6,2)%	+23,2%	(61,8)%	(3,5)%	+7,8%
<b>Variation en données comparables</b>	<b>(3)</b>	<b>(6)</b>	<b>+42</b>	<b>(0)</b>	<b>+2</b>	<b>+35</b>
<b>% de variation en données comparables</b>	<b>(5,6)%</b>	<b>(5,3)%</b>	<b>+25,0%</b>	<b>(0,9)%</b>	<b>(18,5)%</b>	<b>+10,6%</b>

(a) En 2011, le Groupe a procédé à la refonte du système de redevances internes entre Edenred S.A. (classée en structures mondiales) et ses différentes filiales. Pour refléter ce changement, (11) millions d'euros ont été reclassés de Structures Mondiales vers les autres secteurs opérationnels dans le tableau ci-dessus. Ces reclassements sont sans impact sur le résultat d'exploitation courant du Groupe.

## Note 5. Analyse des variations du volume d'émission, du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Les variations entre 2010 et 2011 de l'activité du Groupe se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011	Δ Déc. 2011 / Déc. 2010							
			Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
<b>Volume d'émission</b>	<b>13 875</b>	<b>15 188</b>	<b>1 350</b>	<b>+9,7%</b>	<b>110</b>	<b>+0,8%</b>	<b>(147)</b>	<b>(1,0)%</b>	<b>1 313</b>	<b>+9,5%</b>
CA avec volume d'émission	729	782	66	+9,0%	(7)	(0,8)%	(6)	(0,9)%	53	+7,3%
CA sans volume d'émission	156	158	15	+9,6%	(13)	(8,5)%	0	+0,1%	2	+1,2%
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<b>885</b>	<b>940</b>	<b>81</b>	<b>+9,2%</b>	<b>(20)</b>	<b>(2,3)%</b>	<b>(6)</b>	<b>(0,7)%</b>	<b>55</b>	<b>+6,2%</b>
CA financier - Float libre	66	76	11	+17,1%	(1)	(0,3)%	(0)	(0,6)%	10	+16,2%
CA financier - Fonds réservés	14	16	1	+6,7%	1	+1,4%	(0)	(0,1)%	2	+8,0%
<b>Chiffre d'affaires financier</b>	<b>80</b>	<b>92</b>	<b>12</b>	<b>+15,2%</b>	<b>0</b>	<b>+0,0%</b>	<b>(0)</b>	<b>(0,5)%</b>	<b>12</b>	<b>+14,7%</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>965</b>	<b>1 032</b>	<b>93</b>	<b>+9,7%</b>	<b>(20)</b>	<b>(2,1)%</b>	<b>(6)</b>	<b>(0,7)%</b>	<b>67</b>	<b>+6,9%</b>
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>330</b>	<b>355</b>	<b>35</b>	<b>+10,6%</b>	<b>(7)</b>	<b>(1,9)%</b>	<b>(3)</b>	<b>(0,9)%</b>	<b>25</b>	<b>+7,8%</b>

### Comparabilité des comptes consolidés Pro Forma et des comptes consolidés IFRS :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 Pro forma*	Déc. 2011	Δ Déc. 2011 / Déc. 2010							
			Croissance organique		Effets de périmètre		Impact de change		Variation totale	
			En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %	En M€	En %
<b>Volume d'émission</b>	<b>13 875</b>	<b>15 188</b>	<b>1 350</b>	<b>+9,7%</b>	<b>110</b>	<b>+0,8%</b>	<b>(147)</b>	<b>(1,0)%</b>	<b>1 313</b>	<b>+9,5%</b>
CA avec volume d'émission	729	782	66	+9,0%	(7)	(0,8)%	(6)	(0,9)%	53	+7,3%
CA sans volume d'émission	156	158	15	+9,6%	(13)	(8,5)%	0	+0,1%	2	+1,2%
<b>Chiffre d'affaires opérationnel</b>	<b>885</b>	<b>940</b>	<b>81</b>	<b>+9,2%</b>	<b>(20)</b>	<b>(2,3)%</b>	<b>(6)</b>	<b>(0,7)%</b>	<b>55</b>	<b>+6,2%</b>
CA financier - Float libre	66	76	11	+17,1%	(1)	(0,3)%	(0)	(0,6)%	10	+16,2%
CA financier - Fonds réservés	14	16	1	+6,7%	1	+1,4%	(0)	(0,1)%	2	+8,0%
<b>Chiffre d'affaires financier</b>	<b>80</b>	<b>92</b>	<b>12</b>	<b>+15,2%</b>	<b>0</b>	<b>+0,0%</b>	<b>(0)</b>	<b>(0,5)%</b>	<b>12</b>	<b>+14,7%</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>965</b>	<b>1 032</b>	<b>93</b>	<b>+9,7%</b>	<b>(20)</b>	<b>(2,1)%</b>	<b>(6)</b>	<b>(0,7)%</b>	<b>67</b>	<b>+6,9%</b>
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>328</b>	<b>355</b>	<b>37</b>	<b>+11,2%</b>	<b>(7)</b>	<b>(1,9)%</b>	<b>(3)</b>	<b>(0,8)%</b>	<b>27</b>	<b>+8,5%</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

## Note 6. Charges d'exploitation

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
Coûts de personnel	(274)	(273)	(284)
Autres charges d'exploitation (1)	(334)	(333)	(364)
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (2)</b>	<b>(608)</b>	<b>(606)</b>	<b>(648)</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

(1) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de production, de logistique, d'informatique, de marketing, des dépenses de publicité et de promotion ainsi que différents honoraires. Elles comprennent également les charges de loyers pour un montant de (18) millions d'euros en décembre 2011.

(2) Au 31 décembre 2011 les charges d'exploitation sont impactées à hauteur de 4 millions d'euros par l'effet taux de change.

## Note 7. Détail des amortissements, provisions et dépréciations

Les amortissements, provisions et dépréciations se détaillent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Amortissements	(32)	(31)
Provisions et dépréciations	3	2
<b>Total</b>	<b>(29)</b>	<b>(29)</b>

## Note 8. Résultat financier

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
Coût de l'endettement brut	(62)	(25)	(47)
Effet des instruments de couverture	-	-	(0)
Produits générés par la trésorerie et autres placements de trésorerie	5	5	8
<b>Coût de l'endettement net</b>	<b>(57)</b>	<b>(20)</b>	<b>(39)</b>
Gains (Pertes) sur écarts de change	2	2	4
Autres produits et charges financiers	(7)	(7)	(5)
<b>Résultat financier</b>	<b>(62)</b>	<b>(25)</b>	<b>(40)</b>

\* Le montant des charges financières supplémentaires au 31 décembre 2010, relatives au coût de la dette qui avait été allouée à Edenred dans le cadre de la répartition de la dette Accor et pour les besoins des comptes pro forma, a été évalué à environ 37 millions d'euros sur la base d'une hypothèse d'un taux d'intérêt de 4,35%.



## Note 9. Charges et produits non récurrents

Les charges et produits non récurrents se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Variation de la provision pour restructuration	4	(1)
Coûts de restructuration	(11)	(4)
<b>Charges de restructuration</b>	<b>(7)</b>	<b>(5)</b>
Dépréciations d'écarts d'acquisition	(32)	(20)
Dépréciations d'immobilisations incorporelles	(11)	(4)
<b>Dépréciation d'actifs</b>	<b>(43)</b>	<b>(24)</b>
Autres plus ou moins-values	1	25
Provisions	(9)	1
Gains/ (pertes) non récurrents	(42)	(4)
<b>Autres produits et charges non récurrents</b>	<b>(50)</b>	<b>22</b>
<b>Total produits et charges non récurrents</b>	<b>(100)</b>	<b>(7)</b>

### A. Charges de restructuration

Les charges de restructuration sur la période 2010 comprennent principalement des coûts liés à la réorganisation au sein du Groupe.

### B. Dépréciation d'actifs

En 2010, les dépréciations sont principalement liées à la revue de la valorisation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles. Celle-ci a conduit à une dépréciation complémentaire sur Kadéos pour respectivement 24 millions d'euros et 5 millions d'euros, ainsi que 6 millions d'euros sur Edenred Employee Benefits.

En 2011, les dépréciations sont principalement liées à la revue de la valorisation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles de Edenred Incentives & Rewards Deutschland (Quasar) pour respectivement 6 millions d'euros et 2 millions d'euros, ainsi que 9 millions d'euros sur Edenred Singapour (Surfgold) et 7 millions d'euros sur Tintelingen.

### C. Autres produits et charges non récurrents

Les autres produits et charges non récurrents sont constitués des éléments suivants :

- en 2010, principalement des coûts de scission pour un montant de (44) millions d'euros ;
- en 2011, principalement des plus-values de cession sur Davidson Trahaire en Australie pour 16 millions d'euros, BEA/EAP France pour 3 millions d'euros et Workplace Benefits et ses filiales aux Etats Unis pour 1 million d'euros (cf. Note 3.A. 2).

## Note 10. Impôts sur les bénéfices

### A. Charge d'impôt

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
Charge d'impôt exigible	(91)	(101)	(97)
<b>Sous-total impôts exigibles</b>	<b>(91)</b>	<b>(101)</b>	<b>(97)</b>
Impôts différés afférents à la naissance ou au reversement de différences temporelles	2	2	(6)
Impôts différés liés à des changements de taux ou à l'assujettissement à de nouveaux taux	-	-	-
<b>Sous-total impôts différés</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>(6)</b>
<b>Charge d'impôt totale</b>	<b>(89)</b>	<b>(99)</b>	<b>(103)</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une économie d'impôt de 10 millions d'euros liées aux ajustements pro forma, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

### B. Preuve d'impôt

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
<b>Résultat opérationnel avant impôt</b> (a)	<b>166</b>	<b>205</b>	<b>308</b>
Dépréciation d'actifs non déductible fiscalement	(0)	(0)	(11)
Plus ou moins-values internes non fiscalisées	-	-	-
Autres	20	20	17
<b>Total des différences permanentes (charges non déductibles)</b> (b)	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>6</b>
<b>Résultat non taxé ou taxé à taux réduit</b> (c)	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>(25)</b>
<b>Résultat taxable au taux courant</b> (d) = (a) + (b) + (c)	<b>198</b>	<b>237</b>	<b>289</b>
<b>Taux courant d'impôt en France</b> (e)	<b>34,43%</b>	<b>34,43%</b>	<b>34,43%</b>
<b>Impôt (théorique) au taux courant français</b> (f) = (d) x (e)	<b>(68)</b>	<b>(82)</b>	<b>(100)</b>
Ajustements sur l'impôt théorique liés :			
. au différentiel de taux courant des pays étrangers	11	11	9
. à des pertes fiscales de l'exercice non activées	(26)	(26)	(5)
. à l'utilisation des pertes fiscales des exercices antérieurs	3	3	2
. à des impacts de changement de taux d'impôts différés	-	-	-
. à d'autres éléments	(8)	(4)	(6)
<b>Total des ajustements sur l'impôt théorique</b> (g)	<b>(20)</b>	<b>(16)</b>	<b>(0)</b>
<b>Impôt au taux normal</b> (h) = (f) + (g)	<b>(88)</b>	<b>(98)</b>	<b>(100)</b>
<b>Impôt au taux réduit</b> (i)	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(3)</b>
<b>Charge d'impôt du Groupe</b> (j) = (h) + (i)	<b>(89)</b>	<b>(99)</b>	<b>(103)</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros, une charge financière de 37 millions d'euros ainsi qu'une économie d'impôt de 10 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

### C. Taux normatif d'impôt

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
Résultat opérationnel avant impôt	166	205	308
Retraitement des produits et charges non récurrents	100	100	7
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>266</b>	<b>305</b>	<b>315</b>
Charge d'impôt du Groupe	(89)	(99)	(103)
Retraitement de l'impôt rattaché au total des produits et charges non récurrents	(3)	(3)	2
<b>Charge d'Impôt du Groupe normative</b>	<b>(92)</b>	<b>(102)</b>	<b>(101)</b>
<b>Taux d'impôt normatif</b>	<b>34,6%</b>	<b>33,4%</b>	<b>32,0%</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une économie d'impôt de 10 millions d'euros liées aux ajustements pro forma, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

### D. Détail des impôts différés actifs et passifs au bilan

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat social	15	21
Différences temporaires entre le résultat consolidé et le résultat social	13	17
Pertes fiscales activées	-	1
<b>Sous-total Impôts différés actifs</b>	<b>28</b>	<b>39</b>
Différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat social	2	15
Différences temporaires entre le résultat consolidé et le résultat social	70	71
<b>Sous-total Impôts différés passifs</b>	<b>72</b>	<b>86</b>
<b>Impôts différés nets actif (passif)</b>	<b>(44)</b>	<b>(47)</b>

### E. Impôts différés actifs non comptabilisés

Au 31 décembre 2011, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élève à 52 millions d'euros, dont 18 millions d'euros pour les Structures Mondiales (Edenred S.A.), 16 millions d'euros pour le Royaume Uni, 5 millions d'euros pour la Chine, 4 millions d'euros pour le Brésil et 2 millions d'euros pour la France. Pour mémoire, le montant des impôts différés actifs non comptabilisés s'élevait à 50 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, l'échéancier des impôts différés actifs non comptabilisés se compose de pertes fiscales pour un montant de 52 millions d'euros à activer de la façon suivante : 3 millions d'euros périmés à horizon N+1, 7 millions d'euros périmés à horizon N+5 et au-delà et 42 millions d'euros sans limite temporelle.

## Note 11. Résultat par action

### A. Résultat net – Part du Groupe par action

Au 31 décembre 2011, le capital social est composé de 225 897 396 actions.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'actions en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation se détaillent comme suit :

(en nombre d'actions)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Nombre d'actions capital social à la clôture</b>	<b>225 897 396</b>	<b>225 897 396</b>
<b>Nombre d'actions en circulation à l'ouverture</b>	<b>225 897 396</b>	<b>225 897 396</b>
Actions propres non liées au contrat de liquidité	-	(231 907)
Actions propres liées au contrat de liquidité	-	(79 556)
<b>Actions propres</b>	<b>-</b>	<b>(311 463)</b>
<b>Nombre d'actions en circulation à la clôture</b>	<b>225 897 396</b>	<b>225 585 933</b>
<b>Actions propres - Effet prorata temporis</b>	<b>-</b>	<b>241 869</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture</b>	<b>225 897 396</b>	<b>225 827 802</b>

Par ailleurs, 4 674 700 options de souscription d'actions et 1 660 944 actions sous conditions de performance ont été attribuées au personnel sur 2010 et 2011. Sur la base d'une conversion totale de ces actions potentielles, le nombre d'actions en circulation serait de 231 921 577 titres.

Le résultat dilué par action se base sur un nombre moyen d'actions en circulation ajusté de l'effet des actions ordinaires potentielles.

Sur la base des actions potentielles présentées ci-dessus et d'un cours moyen de l'action Edenred calculé :

- entre le 3 janvier 2011 et le 31 décembre 2011 pour le Plan 1 (19,32 euros), et
- entre le 11 mars 2011 et le 31 décembre 2011 pour le plan 2 (19,51 euros),

le nombre moyen pondéré d'actions totalement dilué au 31 décembre 2011 est de 229 262 061.

	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
<b>Résultat net - Part du Groupe (en millions d'euros)</b>	<b>68</b>	<b>97</b>	<b>194</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ( <i>en milliers</i> )	225 897	225 897	225 897
Nombre moyen pondéré d'actions propres ( <i>en milliers</i> )	-	-	(69)
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (<i>en milliers</i>)</b>	<b>225 897</b>	<b>225 897</b>	<b>225 828</b>
<b>Résultat par action de base (en €)</b>	<b>0,30</b>	<b>0,43</b>	<b>0,86</b>
Nombre d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription ( <i>en milliers</i> )	-	-	3 091
Nombre d'actions résultant des actions sous conditions de performance ( <i>en milliers</i> )	274	274	343
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action (<i>en milliers</i>)</b>	<b>226 171</b>	<b>226 171</b>	<b>229 262</b>
<b>Résultat par action dilué (en €)</b>	<b>0,30</b>	<b>0,43</b>	<b>0,85</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros, une charge financière de 37 millions d'euros ainsi qu'une économie d'impôt de 10 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

## B. Résultat courant après impôt

Le résultat courant après impôt comprend :

- le résultat avant impôt et éléments non récurrents, et
- l'impôt de la période retraité de la part liée aux éléments non récurrents,

auxquels on soustrait les intérêts minoritaires.

Le résultat courant après impôt et le résultat courant après impôt par action se présentent comme suit :

	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé (en millions d'euros)</b>	<b>77</b>	<b>106</b>	<b>205</b>
Retraitement des charges et produits non récurrents (en millions d'euros)	100	100	7
Retraitement du résultat net part des intérêts minoritaires (en millions d'euros)	(9)	(9)	(11)
Retraitement de l'impôt rattaché au total des charges et produits non récurrents (en millions d'euros)	(3)	(3)	2
<b>Résultat courant après impôt - Part du Groupe (en millions d'euros)</b>	<b>165</b>	<b>194</b>	<b>203</b>
<b>Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action (en milliers)</b>	<b>225 897</b>	<b>225 897</b>	<b>225 828</b>
<b>Résultat courant après impôt - Part du Groupe par action dilué (en €)</b>	<b>0,73</b>	<b>0,86</b>	<b>0,90</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros, une charge financière de 37 millions d'euros ainsi qu'une économie d'impôt de 10 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

## Note 12. Ecarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Valeurs brutes	679	658
Amortissements cumulés et dépréciations	(128)	(149)
<b>Total en valeur nette</b>	<b>551</b>	<b>509</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Brésil	180	165
France (Ticket Cadeaux)	91	91
Royaume-Uni	61	61
Italie	37	46
Roumanie	36	37
Mexique	34	32
Suède	19	19
Australie	14	-
Etats-Unis	12	13
République Tchèque	12	12
Allemagne	12	6
Asie	13	4
Autres (inférieurs à € 10 millions)	30	23
<b>Total en valeur nette</b>	<b>551</b>	<b>509</b>

La variation des écarts d'acquisition nets sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Notes	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Valeur nette au 1er janvier</b>		<b>557</b>	<b>551</b>
<b>Augmentation de la valeur brute et impact des entrées de périmètre</b>		3	11
. Italie (Acquisition Ristochef)		-	10
. Allemagne (Acquisition Quasar)		3	-
. République Tchèque		1	-
. Brésil (Complément de prix sur Acquisition Accentiv' Mimetica)		1	-
. Royaume Uni (Rachat des minoritaires Childcare Vouchers)		-	1
. Autres acquisitions		(2)	-
<b>Cessions de l'exercice</b>		(2)	(15)
<b>Dépréciations</b>	9	(32)	(20)
<b>Différence de conversion</b>		29	(16)
<b>Valorisations / actualisations PUT et autres</b>		(4)	(2)
<b>Reclassements et autres variations</b>		-	-
<b>Valeur nette en fin de période</b>		<b>551</b>	<b>509</b>

## Note 13. Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Valeurs Brutes</b>		
Marque Kadéos (1)	19	19
Autres marques	20	20
Listes Clients (2)	63	71
Licences, logiciels	114	130
Autres immobilisations incorporelles	41	40
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>257</b>	<b>280</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>		
Marques	(5)	(8)
Listes clients	(42)	(46)
Licences, logiciels	(85)	(91)
Autres immobilisations incorporelles	(29)	(34)
<b>Total amortissements et pertes de valeur cumulés</b>	<b>(161)</b>	<b>(179)</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>96</b>	<b>101</b>

(1) Valorisation de la marque Kadéos suite à l'acquisition de la société en mars 2007.

(2) Dont 19 millions d'euros de valorisation des listes clients concernant Kadéos, totalement dépréciées à fin 2010.

### Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Valeurs nettes au 1er janvier</b>	<b>99</b>	<b>96</b>
Acquisitions de la période	5	5
Immobilisations générées en interne	18	23
Entrées de périmètre	-	3
Dotations aux amortissements	(21)	(19)
Pertes de valeur comptabilisées en charges (*)	(11)	(4)
Cessions de la période	-	(3)
Différence de conversion	5	(1)
Reclassements	1	1
<b>Valeurs nettes en fin de période</b>	<b>96</b>	<b>101</b>

(\*) En 2010 et 2011, cf. Note 9.

**Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie sont les suivantes :**

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Marque Kadéos	19	19
Marque Rikskuponger	7	7
Marque Tintelingen	2	-
Marque Prepay	2	2
Autres marques	4	3
<b>Valeur nette comptable en fin de période</b>	<b>34</b>	<b>31</b>

Le groupe ayant jugé qu'il n'existait pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle il s'attend à pouvoir utiliser ses marques, celles-ci ont été considérées, dans la plupart des cas, comme des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.



## Note 14. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Terrains	3	0
Constructions	3	19
Agencements	20	24
Matériels et mobiliers	87	89
Immobilisations en cours	1	2
<b>Valeur brute</b>	<b>114</b>	<b>134</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Constructions	(1)	(1)
Agencements	(10)	(11)
Matériels et mobiliers	(63)	(67)
<b>Total des amortissements</b>	<b>(74)</b>	<b>(79)</b>
<b>Total des dépréciations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>	<b>(74)</b>	<b>(79)</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Terrains	3	0
Constructions	2	18
Agencements	10	13
Matériels et mobiliers	24	22
Immobilisations en cours	1	2
<b>Valeur nette</b>	<b>40</b>	<b>55</b>

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Valeurs nettes au 1er janvier</b>	<b>37</b>	<b>40</b>
Entrées de périmètre	0	19
Investissements de la période	14	12
Cessions	(1)	(4)
Dotations aux amortissements	(11)	(12)
Pertes de valeur comptabilisées en charges	-	-
Différence de conversion	1	0
Autres reclassements	0	-
<b>Valeurs nettes en fin de période</b>	<b>40</b>	<b>55</b>

## Note 15. Tests de dépréciation des actifs immobilisés

### A. Pertes de valeurs comptabilisées

Les pertes de valeur cumulées portant sur les actifs corporels et incorporels s'élèvent à 183 millions d'euros au 31 décembre 2011 (158 millions d'euros au 31 décembre 2010). La dotation (nette de reprise) de l'exercice s'élève à 24 millions d'euros (43 millions d'euros sur l'exercice précédent).

Les UGT concernées par les pertes de valeur cumulées se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2011											
	France - Kadéos				Autres pays				TOTAL			
	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette
Ecarts d'acquisition	196	-	(105)	91	462	-	(44)	418	658	-	(149)	509
Marques	19	-	-	19	20	(5)	(3)	12	39	(5)	(3)	31
Listes clients	21	(8)	(13)	-	50	(17)	(8)	25	71	(25)	(21)	25
Autres immobilisations incorporelles	25	(17)	(8)	-	145	(98)	(2)	45	170	(115)	(10)	45
Immobilisations corporelles	3	(3)	0	0	131	(76)	-	55	134	(79)	0	55
<b>Total</b>	<b>264</b>	<b>(28)</b>	<b>(126)</b>	<b>110</b>	<b>808</b>	<b>(196)</b>	<b>(57)</b>	<b>555</b>	<b>1 072</b>	<b>(224)</b>	<b>(183)</b>	<b>665</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS											
	France - Kadéos				Autres pays				TOTAL			
	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Perte de valeur cumulée	Valeur nette
Ecarts d'acquisition	196	-	(105)	91	483	-	(23)	460	679	-	(128)	551
Marques	19	-	-	19	20	(4)	-	16	39	(4)	-	35
Listes clients	21	(8)	(13)	-	43	(14)	(7)	22	64	(22)	(20)	22
Autres immobilisations incorporelles	25	(17)	(8)	-	129	(88)	(2)	39	154	(105)	(10)	39
Immobilisations corporelles	3	(3)	0	0	111	(71)	-	40	114	(74)	0	40
<b>Total</b>	<b>264</b>	<b>(28)</b>	<b>(126)</b>	<b>110</b>	<b>786</b>	<b>(177)</b>	<b>(32)</b>	<b>577</b>	<b>1 050</b>	<b>(205)</b>	<b>(158)</b>	<b>687</b>

Les tests de dépréciation de valeur des actifs à durée d'utilité indéterminée ont été réalisés au 31 décembre 2011 suivant les principes définis en Note 2.E. 5 « Valeur recouvrable des immobilisations ».

### B. Hypothèses clés

En 2011, le taux d'actualisation fondé sur le coût moyen pondéré du capital s'élève en moyenne à 9,0% pour le Groupe (8,8% en 2010). Eu égard à l'aspect multi local de nos activités, nous avons décliné ce taux d'actualisation par grande zone géographique après prise en compte de facteurs de risques spécifiques :

	Taux d'actualisation		Taux de croissance à l'infini	
	2010	2011	2010	2011
France	7,8%	7,0%	2,00%	2,00%
Europe hors France	7,5% - 10,2%	7,0% - 10,5%	2,00%	2,00%
Amérique Latine	10,0% - 10,5%	10,2% - 11,0%	2,00%	2,00%
Reste du Monde	10,0% - 11,9%	10,2% - 12,9%	2,00%	2,00%

### **C. Analyses de sensibilité**

Au 31 décembre 2011, une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation aurait eu un impact sur le montant de perte de valeur comptabilisée en 2011 de 1 million d'euros. Une augmentation de 100 points de base du taux d'actualisation aurait eu un impact d'environ 3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2011, une diminution de 50 points de base du taux de croissance à l'infini aurait eu un impact sur le montant de perte de valeur comptabilisée en 2011 de 1 million d'euros. Une diminution de 100 points de base du taux de croissance à l'infini aurait eu un impact d'environ 1 million d'euros. Pour Kadéos, une croissance à l'infini ramenée à 0 aurait un impact de 7 millions d'euros sur le montant de la dépréciation.

## Note 16. Comptes de tiers actifs et passifs

### A. Détail des comptes clients entre valeur brute et dépréciations

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Valeurs brutes	977	1 017
Dépréciations	(26)	(27)
<b>Valeurs nettes des comptes clients</b>	<b>951</b>	<b>990</b>

Les dépréciations des créances clients correspondent à de multiples transactions individuelles de montants non significatifs. Les créances identifiées en dépassement d'échéance font l'objet d'un suivi particulier et leur recouvrabilité est évaluée régulièrement de manière à constater d'éventuelles dépréciations complémentaires.

### B. Détails des stocks et autres tiers actifs

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Stocks	12	11
TVA à récupérer	169	128
Créances vis à vis du personnel et des organismes sociaux	3	3
Créances d'impôts et taxes	10	24
Autres débiteurs	127	127
Charges constatées d'avance	10	11
<b>Valeurs brutes des stocks et autres tiers actifs</b>	<b>331</b>	<b>304</b>
Dépréciations	(3)	(3)
<b>Valeurs nettes des stocks et autres tiers actifs</b>	<b>328</b>	<b>301</b>

### C. Détails des autres tiers passifs

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
TVA à payer	16	20
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	50	52
Dettes d'impôts et taxes	23	(8)
Autres créanciers	65	80
Produits constatés d'avance	20	17
<b>Valeurs des autres tiers passifs</b>	<b>174</b>	<b>161</b>

#### D. Echéancier des comptes de tiers

(en millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Déc. 2011
Stocks	11	-	-	11
Clients bruts	1 017	-	-	1 017
TVA à récupérer	115	13	-	128
Créances de personnel et organismes sociaux	3	-	-	3
Créances d'impôts et taxes	24	-	-	24
Autres débiteurs	127	-	-	127
<b>Comptes de tiers Actifs courants</b>	<b>1 297</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>1 310</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	73	-	-	73
TVA à payer	20	-	-	20
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	52	-	-	52
Dettes d'impôts et taxes	(8)	-	-	(8)
Autres créanciers	80	-	-	80
<b>Comptes de tiers Passifs courants</b>	<b>217</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>217</b>

## **Note 17. Capitaux propres**

### **A. Capital social**

Au 31 décembre 2011, le capital de la Société est composé de 225 897 396 actions d'une valeur nominale de deux (2) euros chacune, entièrement libérées.

Les 225 897 396 actions sont des actions ordinaires donnant droit à toute distribution de dividende, d'acompte sur dividende, de réserve ou somme assimilée.

### **B. Actions propres**

Au cours de l'exercice 2011, la Société a procédé au rachat de ses propres actions dans le cadre du programme autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 2011.

Le descriptif du programme de rachat par la Société de ses propres actions figure dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 13 avril 2011.

Le prix maximal d'achat est de 30 euros et le prix minimal de vente est de 15 euros. La Société ne pourra acquérir plus de 22 589 739 de ses propres actions (soit 10 % du capital au 23 février 2011) en vertu de cette autorisation, correspondant à une valeur d'achat maximale de 677 692 170 euros.

Au 31 décembre 2011, la Société détient 311 463 de ses propres actions (dont 79 556 acquises dans le cadre du contrat de liquidité).

Ce contrat de liquidité a été établi le 3 novembre 2011 avec la société EXANE BNP PARIBAS. Les moyens alloués sont une somme de 10 millions d'euros (pas de titres).

Les actions propres sont comptabilisées en moins des capitaux propres consolidés.

### **C. Distribution de dividendes**

#### **C. 1. Au titre de l'exercice 2011**

Il sera proposé à l'Assemblée Générale d'Edenred, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de verser un dividende unitaire de 0,70 euro par action, soit un montant total 158,1 millions d'euros.

Sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale, ce dividende sera mis en paiement au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012, et n'est pas reconnu en tant que passif dans les comptes au 31 décembre 2011, les états financiers à fin 2011 étant présentés avant affectation.

#### **C. 2. Au titre de l'exercice 2010**

L'Assemblée Générale du 13 mai 2011 a voté le versement d'un dividende unitaire de 0,50 euro par action au titre de l'exercice 2010. Cette distribution en numéraire est intervenue le 31 mai 2011 pour un montant total 112,9 millions d'euros.

## Note 18. Avantages sur capitaux propres

### A. Plan d'options de souscription d'actions

Les principales caractéristiques des plans d'options de souscription d'actions en vigueur au 31 décembre 2011 sont résumées dans le tableau ci-après :

	Plan 1	Plan 2
Date de l'AG d'autorisation	10 mai 2010	10 mai 2010
Date du CA d'attribution	6 août 2010	11 mars 2011
Durée de vie du plan	8 ans	8 ans
Point de départ d'exercice des options	7 août 2014	12 mars 2015
Date d'expiration d'exercice des options	6 août 2018	11 mars 2019
Durée de vie restante	6,7 ans	7,3 ans
Prix d'exercice	13,69 €	18,81 €
Nombre de bénéficiaires à l'origine	455	58
Nombre d'options attribuées à l'origine	4 235 500	611 700

La juste valeur a été déterminée à la date d'attribution à partir du modèle d'évaluation des options de Black & Scholes. Les principales données et hypothèses utilisées sont les suivantes :

	Plan 1	Plan 2
Date du CA d'attribution	6 août 2010	11 mars 2011
<b>Données à la date d'attribution</b>		
Nombre d'options attribuées à l'origine	4 235 500	611 700
Prix du sous-jacent	13,45 €	20,04 €
Prix d'exercice	13,69 €	18,81 €
Durée de vie du plan	8 ans	8 ans
Volatilité attendue	27,20%	28,80%
Taux de rendement sans risque	1,79%	2,73%
Taux de dividende estimé	2,55%	2,43%
<b>Juste valeur d'une option</b>	<b>2,62 €</b>	<b>5,07 €</b>
<b>Juste valeur du plan</b>	<b>11,1 M€</b>	<b>3,1 M€</b>

#### Maturité des options de souscription d'actions

Le Groupe a décidé de fractionner l'exercice du plan des options de souscription d'actions en référence au comportement d'exercice observé historiquement dans le groupe Accor. L'échéancier retenu est le suivant :

- 35% des options sont exercées après 4 ans
- 20% des options sont exercées après 5 ans
- 35% des options sont exercées après 6 ans
- 5% des options sont exercées après 7 ans
- 5% des options sont exercées après 8 ans

La maturité des options est égale à leur durée de vie espérée.

#### Volatilité du cours

Le Groupe a choisi de retenir une volatilité calculée sur l'historique de sa cotation (12 mois au 30 juin 2011) en retraçant le premier mois de la cotation (soit juillet 2010) considéré comme atypique.

Cependant, le plan a une maturité de 8 ans. En conséquence le Groupe Edenred a étudié la volatilité calculée sur un historique de 8 ans de trois entreprises exerçant dans le même secteur d'activité. La volatilité moyenne de ces entreprises s'est révélée cohérente à celle retenue par le Groupe Edenred.

#### Taux de rendement sans risque

Le taux de rendement sans risque correspond au rendement implicite sur les obligations zéro coupon de l'État Français au moment de l'attribution du plan.

Les mouvements intervenus en 2011 sur les plans d'options de souscription d'actions en vigueur au 31 décembre 2011 sont les suivants :

	31 décembre 2010		31 décembre 2011	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
<b>Options non exercées au 1er janvier</b>	-	-	4 208 500	13,69 €
Options attribuées	4 235 500	13,69 €	611 700	18,81 €
Options annulées / échues	(27 000)	-	(145 500)	-
Options exercées	-	-	-	-
<b>Options non exercées à fin de période</b>	<b>4 208 500</b>	<b>13,69 €</b>	<b>4 674 700</b>	<b>14,36 €</b>
<b>Options exerçables à fin de période</b>	-	-	-	-

Le cours moyen pondéré de l'action s'élève à 13,69 euros pour l'exercice 2010 et 14,36 euros pour l'exercice 2011.

La charge totale comptabilisée en charge de personnel en contrepartie des capitaux propres au titre des avantages sur instruments de capital attribués aux employés du Groupe Edenred pour les exercices 2010 et 2011 s'élève respectivement à 2,7 millions d'euros et 3,3 millions d'euros.

## **B. Plan d'actions sous conditions de performance**

Les conseils d'administration du 6 août 2010 et du 11 mars 2011 ont procédé à l'attribution conditionnelle de respectivement 912 875 et 805 025 actions sous conditions de performance.

La durée des plans sont de cinq ans (dont, pour les résidents fiscaux français une période d'acquisition de trois ans et une période de conservation de deux ans, et pour les résidents fiscaux étrangers, une période d'acquisition de cinq ans). Pendant la période de conservation de deux ans, les actions ne peuvent être cédées.

Les conditions de performances concernent :

- à hauteur de 50% des actions attribuées pour le plan 2010 et 50% pour le plan 2011, la progression du volume d'émission en données comparables des exercices 2010, 2011 et 2012 pour le plan 2010 et des exercices 2011, 2012 et 2013 pour le plan 2011.
- à hauteur de 50% des actions attribuées pour le plan 2011 et 33% pour le plan 2010, la progression du Cash Flow (FFO) en données comparables des exercices 2011 et 2012 pour le plan 2010 et des exercices 2011, 2012 et 2013 pour le plan 2011.
- à hauteur de 17% du plan 2010, le niveau d'EBIT Groupe atteint pour l'exercice 2010.

A la clôture des exercices 2010 et 2011, les conditions de performance ont été atteintes.

Les justes valeurs de ces rémunérations sont comptabilisées de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits en charges de personnel en contrepartie des capitaux propres. Elles s'élèvent respectivement pour les plans 2010 et 2011 à 12,46 euros et 18,65 euros pour les résidents et 11,82 euros et 17,78 euros pour les non-résidents.

La charge comptabilisée en 2010 et 2011 s'élève respectivement à 3,8 millions d'euros et 4,3 millions d'euros.



## Note 19. Minoritaires

(en millions d'euros)	
<b>31 décembre 2009</b>	<b>19</b>
Résultat minoritaire de la période	9
Dividendes versés aux minoritaires	(5)
Augmentation de capital	2
Différence de conversion	(4)
Variations de périmètre	(4)
<b>31 décembre 2010</b>	<b>17</b>
Résultat minoritaire de la période	11
Dividendes versés aux minoritaires	(11)
Augmentation de capital	3
Différence de conversion	0
Variations de périmètre	(0)
<b>31 décembre 2011</b>	<b>20</b>

## Note 20. Actifs financiers courants

En millions d'euros	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Autres actifs financiers courants	1	-	1	1	(1)	0
Créances sur cessions d'actifs	(0)	-	(0)	1	-	1
Instruments dérivés	4	-	4	10	-	10
<b>Actifs financiers courants</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>(1)</b>	<b>11</b>

## Note 21. Trésorerie et autres placements de trésorerie

En millions d'euros	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Disponibilités	72	-	72	146	-	146
Dépôts à terme et assimilés à moins de 3 mois	289	-	289	215	-	215
Obligations et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Comptes bancaires rémunérés	42	-	42	66	-	66
SICAV et FCP à moins de 3 mois	1	-	1	10	-	10
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>404</b>	<b>-</b>	<b>404</b>	<b>437</b>	<b>-</b>	<b>437</b>
Dépôts à terme et assimilés à plus de 3 mois	1 027	-	1 027	995	-	995
Obligations et titres de créances négociables	121	(0)	121	90	(0)	90
Comptes bancaires rémunérés	-	-	-	-	-	-
SICAV et FCP à plus de 3 mois	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements de trésorerie</b>	<b>1 148</b>	<b>(0)</b>	<b>1 148</b>	<b>1 085</b>	<b>(0)</b>	<b>1 085</b>
<b>Total Trésorerie et autres placements de trésorerie</b>	<b>1 552</b>	<b>(0)</b>	<b>1 552</b>	<b>1 522</b>	<b>(0)</b>	<b>1 522</b>

## Note 22. Dettes financières et autres passifs financiers

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts Obligataires	793	-	793	794	-	794
Emprunts Bancaires	694	10	704	596	3	599
<b>Dettes financières</b>	<b>1 487</b>	<b>10</b>	<b>1 497</b>	<b>1 390</b>	<b>3</b>	<b>1 393</b>
<b>Concours bancaires</b>	<b>-</b>	<b>66</b>	<b>66</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>35</b>
Dépôt et cautionnement	9	-	9	8	2	10
Engagements d'achat	2	-	2	-	4	4
Instruments dérivés	-	0	0	-	9	9
Autres	1	7	8	0	8	8
<b>Autres passifs financiers</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>8</b>	<b>23</b>	<b>31</b>
<b>Dettes et autres passifs financiers</b>	<b>1 499</b>	<b>83</b>	<b>1 582</b>	<b>1 398</b>	<b>61</b>	<b>1 459</b>

Les dettes et autres passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière (dont notamment des covenants) susceptible d'en modifier significativement les termes.

### A. Dettes financières

Les dettes financières incluent les éléments suivants :

#### A. 1. Emprunts obligataires

En septembre 2010, le Groupe a mis en place un emprunt obligataire de 800 millions d'euros auprès d'investisseurs institutionnels européens. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 7 ans, assorti d'un coupon fixe de 3,625% avec une maturité 6 octobre 2017.

#### A. 2. Emprunts bancaires

En juin 2010, le Groupe a mis en place un emprunt d'un montant de 900 millions d'euros sous forme d'un Term Loan en club deal avec un groupe de prêteurs. Cet emprunt a été conclu pour une durée de 5 ans avec un amortissement par tiers du nominal à compter du 30 juin 2013.

En octobre 2010, le Groupe a procédé au remboursement anticipé d'un montant de 200 millions d'euros.

Au cours du dernier trimestre 2011, le Groupe a procédé au remboursement anticipé d'un montant de 100 millions d'euros.

Le Groupe a ainsi allongé sa liquidité. Désormais, les échéances contractuelles de remboursement sont à mi-juin 2014 et mi-juin 2015 pour 300 millions d'euros chacune.

## B. Analyse par échéance

### B. 1. Valeurs comptables

#### B. 1. 1. Au 31 décembre 2011

(en millions d'euros)	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et au-delà	Déc. 2011
Dettes et autres passifs financiers	61	3	301	300	-	794	1 459
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>3</b>	<b>301</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>794</b>	<b>1 459</b>

#### B. 1. 2. Au 31 décembre 2010

(en millions d'euros)	2011	2012	2013	2014	2015	2016 et au-delà	Déc. 2010 IFRS
Dettes et autres passifs financiers	83	11	98	298	298	794	1 582
<b>Total</b>	<b>83</b>	<b>11</b>	<b>98</b>	<b>298</b>	<b>298</b>	<b>794</b>	<b>1 582</b>

### B. 2. Lignes de crédit

Au 31 décembre 2011, Edenred disposait de 639 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées dont 528 millions d'euros ont pour échéance juin 2014. Celles-ci sont destinées à financer les besoins généraux liés à l'activité du Groupe.

## Note 23. Instruments financiers et gestion des risques de marché

### A. Risque de taux

#### A. 1. Analyse taux fixe / taux variable

##### A. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe (1)	793	3,63%	53%	794	3,58%	57%
Dettes à taux variable	704	2,33%	47%	599	2,67%	43%
<b>Dettes financières</b>	<b>1 497</b>	<b>3,02%</b>	<b>100%</b>	<b>1 393</b>	<b>3,18%</b>	<b>100%</b>

(1) Le taux de 3,58% correspond au taux contractuel de 3,625% appliqué au nombre de jours exacts de l'année divisé par 360.

##### A. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de taux, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
Dettes à taux fixe	1 041	3,46%	70%	1 142	3,41%	82%
Dettes à taux variable	456	2,36%	30%	251	2,50%	18%
<b>Dettes financières</b>	<b>1 497</b>	<b>3,13%</b>	<b>100%</b>	<b>1 393</b>	<b>3,24%</b>	<b>100%</b>

#### A. 2. Couverture du risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2011, le programme de couverture de taux s'élève à 598 millions d'euros, dont 350 millions d'euros de couverture de dette à taux variable et 248 millions d'euros de couverture de placement à taux variable. Il se compose de swaps et de collars.

(en millions d'euros)	Montant notional	Juste valeur	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et au-delà
BRL : swaps receveur de taux fixe (1)	248	3			207	41		
EUR : swaps payeurs de taux fixe	250	(4)		100		150		
EUR : collar	100	(0)				100		
<b>Total</b>	<b>598</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>100</b>	<b>207</b>	<b>291</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) 600 millions de reals brésiliens (BRL) équivalent à 248 millions d'euros

### A. 3. Sensibilité au risque de taux

Edenred est soumis au risque de variation des taux d'intérêts sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement brut à taux variable, après effet des couvertures ;
- des instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie pour la partie inefficace des relations de couverture.

A contrario, la variation de valeur efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie est comptabilisé directement en capitaux propres et n'impacte pas le compte de résultat.

L'analyse présentée est effectuée en retenant l'hypothèse que la dette financière brute et les notionnels d'instruments dérivés au 31 décembre 2011 restent identiques sur une année.

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêts (principalement Euribor 3 mois) à la clôture aurait pour effet une hausse ou une baisse des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	Résultat		Capitaux propres	
	baisse des taux de 100 bp	hausse des taux de 100 bp	baisse des taux de 100 bp	hausse des taux de 100 bp
Dette à taux variable après couverture	3	(3)	-	-
Instruments dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie	0	1	(7)	5
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>(2)</b>	<b>(7)</b>	<b>5</b>

### B. Risque de change

#### B. 1. Analyse par devise

##### B. 1. 1. Avant couverture

Les dettes financières hors opérations de couverture se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 487	3,00%	99%	1 390	3,18%	100%
Autres devises	10	5,78%	1%	3	3,88%	0%
<b>Dettes financières</b>	<b>1 497</b>	<b>3,02%</b>	<b>100%</b>	<b>1 393</b>	<b>3,18%</b>	<b>100%</b>

## B. 1. 2. Après couverture

Après opérations de couverture de change, les dettes financières se répartissent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
	Montant	Taux d'intérêt	Poids	Montant	Taux d'intérêt	Poids
EUR	1 483	3,10%	99%	1 387	3,23%	100%
Autres devises	14	6,46%	1%	6	5,58%	0%
<b>Dettes financières</b>	<b>1 497</b>	<b>3,13%</b>	<b>100%</b>	<b>1 393</b>	<b>3,24%</b>	<b>100%</b>

## B. 2. Couverture du risque de change

Pour chaque devise, la « Valeur Nominale » représente le montant vendu ou acheté à terme dans cette devise. La juste valeur est égale à la différence entre le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours à terme de clôture) et le montant acheté ou vendu dans la devise de contrepartie (valorisé au cours à terme de clôture).

Toutes les opérations de change effectuées par le Groupe et listées ci-dessous sont des opérations de couverture. Elles sont adossées à des prêts ou emprunts intra-groupe en devises et sont documentées au plan comptable dans des relations de couvertures de juste valeur.

Au 31 décembre 2011, la valeur de marché de l'ensemble des dérivés de change représente un actif de 2 millions d'euros. Elle se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	Valeur nominale	Juste valeur	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et au-delà
GBP	112	3	112					
SEK	81	2	81					
MXN	55	1	55					
HUF	27	(3)	27					
CZK	29	(1)	29					
Autres								
<b>Achats à terme et swaps de change</b>	<b>304</b>	<b>2</b>	<b>304</b>					
ZAR	3	(0)	3					
HKD	0	(0)	0					
<b>Ventes à terme et swaps de change</b>	<b>3</b>	<b>(0)</b>	<b>3</b>					
<b>Total</b>	<b>307</b>	<b>2</b>	<b>307</b>					

## B. 3. Sensibilité au risque de change

Une variation de 10 % du taux de change des principales devises aurait les effets suivants sur le résultat d'exploitation courant du Groupe : Brésil (BRL) 14,3 millions d'euros, Venezuela (VEF) 3,9 millions d'euros et Mexique (MXN) 1,6 million d'euros.

## C. Risque de liquidité

Les tableaux ci-dessous présentent l'échéancier des paiements liés aux dettes financières, intérêts inclus.

Les calculs de flux futurs de trésorerie sur intérêts sont établis sur la base des conditions de marché de taux à la date du 31 décembre 2011. Les taux variables sont estimés avec la courbe des taux anticipés et les taux fixes sont connus d'avance. Les flux futurs de remboursement de dette sont effectués sans renouvellement des dettes arrivant à échéance.

### C. 1. Au 31 décembre 2011

(en millions d'euros)	Déc. 2011 Valeur au bilan	Total des flux contractuels	2012	2013	2014	2015	2016	2017 et au- delà
Emprunts Obligataires	794	794						794
Emprunts Bancaires	599	599	3		298	298		
Intérêts futurs	n.a.	212	44	43	41	33	29	22
<b>Dettes financières</b>	<b>1 393</b>	<b>1 605</b>	<b>47</b>	<b>43</b>	<b>339</b>	<b>331</b>	<b>29</b>	<b>816</b>
Concours bancaires	35	35	35					
Autres passifs financiers	31	31	23	3	3	2		
Intérêts futurs	n.a.	5	2	2	1	0		
<b>Concours bancaires et autres passifs financiers</b>	<b>66</b>	<b>71</b>	<b>60</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes et autres passifs financiers</b>	<b>1 459</b>	<b>1 676</b>	<b>107</b>	<b>48</b>	<b>343</b>	<b>333</b>	<b>29</b>	<b>816</b>

### C. 2. Au 31 décembre 2010

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS Valeur au bilan	Total des flux contractuels	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2016 et au- delà
Emprunts Obligataires	793	793						793
Emprunts Bancaires	704	704	10		98	298	298	
Intérêts futurs	n.a.	286	48	51	53	48	35	51
<b>Dettes financières</b>	<b>1 497</b>	<b>1 783</b>	<b>58</b>	<b>51</b>	<b>151</b>	<b>346</b>	<b>333</b>	<b>844</b>
Concours bancaires	66	66	66					
Autres passifs financiers	19	19	7	11				1
Intérêts futurs	n.a.	-						
<b>Concours bancaires et autres passifs financiers</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>73</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Dettes et autres passifs financiers</b>	<b>1 582</b>	<b>1 868</b>	<b>131</b>	<b>62</b>	<b>151</b>	<b>346</b>	<b>333</b>	<b>845</b>



## D. Risque de crédit et de contrepartie

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé aux risques de défaillance de ses contreparties lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

Ainsi, le Groupe est exposé à des risques de crédit en cas de défaillance de ses clients, ainsi qu'au risque de contrepartie dans le cadre du placement de sa trésorerie et de la souscription de produits dérivés.

Avec plusieurs dizaines de milliers d'entreprises et collectivités clientes au 31 décembre 2011, le Groupe dispose d'un portefeuille de clients extrêmement diversifié. En outre, ce portefeuille inclut tout type de clients (grands comptes, « middle market », Etat et collectivités locales, etc.).

C'est pourquoi, les conséquences d'une défaillance d'un client resteraient très limitées chez Edenred.

En termes de diversification des établissements financiers, le Groupe a conclu des opérations de placements avec des contreparties de premier plan, dont les ratings de catégorie Investment Grade représentent plus de 80 % des encours confiés.

En termes de concentration des contreparties, le risque maximal en termes d'encours sur une même contrepartie représente moins de 12 % des encours confiés à la date de clôture.

## E. Instruments financiers

### E. 1. Valeur de marché des instruments financiers

(en millions d'euros)	Valeur au bilan Déc. 2011	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Dettes au coût amorti	Prêts et créances	Instruments dérivés
<b>ACTIF</b>								
Actifs financiers non courants	4	4					4	
Clients (nets)	990	990					990	
Créances vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	3	3					3	
Autres débiteurs (nets)	125	125					125	
Charges constatées d'avance	11	11					11	
Fonds réservés	689	689			689			
Actifs financiers courants	11	11					1	10
Autres placements de trésorerie	1 085	1 085			1 085			
Trésorerie & équivalents de trésorerie	437	437	10		166		261	
<b>Total</b>	<b>3 355</b>	<b>3 355</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>1 940</b>	<b>-</b>	<b>1 395</b>	<b>10</b>
<b>PASSIF</b>								
Dettes financières non courantes	1 390	1 490				1 490		
Autres passifs financiers non courants	8	8				8		
Dettes financières courantes	3	3				3		
Concours bancaires	35	35				35		
Autres passifs financiers courants	23	23				14		9
Titres à rembourser	3 400	3 400				3 400		
Fournisseurs	73	73				73		
Dettes vis-à-vis du personnel et des organismes sociaux	52	52				52		
Autres créanciers	80	80				80		
Produits constatés d'avance	17	17				17		
<b>Total</b>	<b>5 081</b>	<b>5 181</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 172</b>	<b>-</b>	<b>9</b>

## E. 2. Valorisation des actifs et passifs financiers à la juste valeur

(en millions d'euros)	Juste valeur Déc.2011	Niveau 1*	Niveau 2*	Niveau 3*
<b>ACTIF</b>				
Actifs financiers courants	10		10	
Autres placements de trésorerie				
Trésorerie & équivalents de trésorerie	10	10		
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>
<b>PASSIF</b>				
Dettes financières non courantes				
Autres passifs financiers non courants				
Dettes financières courantes				
Concours bancaires				
Autres passifs financiers courants	9		9	
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>

\* Il existe trois hiérarchies de juste valeur :

- niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée par référence à des prix cotés visés au Niveau 1 qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

## E. 3. Instruments financiers dérivés

(en millions d'euros)	Qualification IFRS	Déc. 2010 IFRS			Déc. 2011		
		Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale	Juste valeur	Montant notionnel	Valeur nominale
<b>Instruments financiers Actif</b>							
Instruments dérivés de taux	<i>Cash-Flow Hedge</i>	1	250		7		
Instruments dérivés de change	<i>Fair Value Hedge</i>	3		304		249	
Instruments dérivés de taux	<i>Trading</i>				3	248	
<b>Instruments financiers Passif</b>							
Instruments dérivés de taux	<i>Cash-Flow Hedge</i>				(4)	350	
Instruments dérivés de change	<i>Fair Value Hedge</i>				(5)	58	
<b>Instruments financiers nets</b>		<b>4</b>	<b>250</b>	<b>304</b>	<b>1</b>	<b>598</b>	
						<b>307</b>	

## F. Réserves de juste valeur des instruments financiers

Les réserves de juste valeur des instruments financiers évoluent comme suit :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Nouvelles opérations	Variation de juste valeur	Recyclage résultat	Déc. 2011
Instruments de couverture de flux de trésorerie (après impôts)	0	(0)	(3)	0	(3)

## Note 24. Analyse de l'endettement net et de la trésorerie nette

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Dettes financières non courantes	1 487	1 390
Autres passifs financiers non courants	12	8
Dettes financières courantes	10	3
Concours bancaires	66	35
Autres passifs financiers courants	7	23
<b>Dettes et autres passifs financiers</b>	<b>1 582</b>	<b>1 459</b>
Actifs financiers courants	(5)	(11)
Autres placements de trésorerie	(1 148)	(1 085)
Trésorerie & équivalents de trésorerie	(404)	(437)
<b>Trésorerie et autres actifs financiers courants</b>	<b>(1 557)</b>	<b>(1 533)</b>
<b>DETTE NETTE</b>	<b>25</b>	<b>(74)</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
<b>Dette nette début de période</b>	<b>(1 142)</b>	<b>25</b>
Augmentation (diminution) des dettes financières non courantes	1 486	(97)
Augmentation (diminution) des autres passifs financiers non courants	(2)	(4)
Diminution (augmentation) des autres placements de trésorerie	(709)	63
Diminution (augmentation) de la trésorerie et équivalents de trésorerie, net des concours bancaires	(27)	(64)
Augmentation (diminution) des autres postes financiers	419	3
<b>Augmentation (diminution) de la dette nette sur la période</b>	<b>1 167</b>	<b>(99)</b>
<b>Dette nette fin de période</b>	<b>25</b>	<b>(74)</b>

## Note 25. Provisions

### A. Provisions au 31 décembre 2011

La variation du poste des provisions à caractère non courant, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2011, est constituée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	31 déc. 2010 IFRS	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	31 déc. 2011
- Provisions pour retraites et primes de fidélité	18	4	2	(1)	(0)	(0)	1	24
- Provisions pour litiges et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL PROVISIONS A CARACTERE NON COURANT</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>(1)</b>	<b>(0)</b>	<b>(0)</b>	<b>1</b>	<b>24</b>

La variation du poste des provisions à caractère courant, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2011, est constituée des éléments suivants :

(en millions d'euros)	31 déc. 2010 IFRS	Impact capitaux propres	Dotation de la période	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation	Différence de conversion	Reclassement & périmètre	31 déc. 2011
- Provisions fiscales	-	-	3	-	(0)	(0)	3	6
- Provisions pour restructurations	6	-	4	(2)	(1)	(0)	(2)	5
- Provisions pour litiges et autres	25	-	8	(9)	(6)	(1)	1	18
<b>TOTAL PROVISIONS A CARACTERE COURANT</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>(11)</b>	<b>(7)</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>29</b>

L'impact net des provisions à caractère courant et non courant sur le résultat de la période (dotations moins reprise avec ou sans utilisation) a été comptabilisé dans les postes suivants du compte d'exploitation :

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011
Résultat d'exploitation courant	(0)	1
Résultat financier	-	(1)
Provisions sur actifs et restructuration	5	2
Provision pour impôts	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>2</b>

## **B. Provisions pour retraites et avantages à long terme**

### **B. 1. Description des régimes**

Les salariés du groupe bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, congrés maladie, participation aux bénéfices), d'avantages à long terme (médaille du travail, indemnité pour invalidité de longue durée, prime de fidélité, prime d'ancienneté) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations/prestations définies (indemnité de fin de carrière, fonds de pensions).

Les avantages à court terme sont comptabilisés dans les dettes des différentes entités du groupe, qui les accordent.

Les avantages postérieurs à l'emploi sont attribués, soit par des régimes à cotisations définies, soit par des régimes à prestations définies.

#### **B. 1. 1. Régimes à cotisations définies**

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale, régimes complémentaires de retraite ARRCO/AGIRC, fonds de pension à cotisations définies).

Les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

#### **B. 1. 2. Régimes à prestations définies**

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur vis-à-vis des salariés. S'ils ne sont pas entièrement préfinancés, ils donnent lieu à constitution de provisions.

L'engagement actualisé est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles (augmentation de salaires, âge de départ à la retraite, mortalité, rotation et taux d'actualisation). Ces hypothèses prennent en considération les conditions particulières notamment macro-économiques des différents pays dans lesquels le Groupe opère.

Les modifications d'hypothèses actuarielles, ou la différence entre ces hypothèses et la réalité, donnent lieu à des écarts actuariels qui sont constatés en capitaux propres de l'exercice lors de leur survenance conformément aux principes comptables du Groupe.

Pour le Groupe, les régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi concernent principalement :

- les indemnités de fin de carrière en France (21% de l'obligation en 2011) :
  - indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ à la retraite ;
  - le calcul est effectué sur la base de paramètres définis par la Direction financière du Groupe et des Ressources Humaines une fois par an ;
  - le montant calculé reste en provision au bilan ;

- les indemnités de cessation de service en Italie (8% de l'obligation en 2011) :
  - indemnités forfaitaires calculées en fonction du nombre d'années de service du salarié et de son salaire annuel au moment de son départ (retraite, démission ou licenciement) ;
  - le montant calculé reste en provision au bilan ;
- les régimes de retraite : les principaux régimes de retraite à prestations définies se situent au Royaume-Uni (32% de l'obligation en 2011), dans les structures mondiales (23% de l'obligation en 2011) et en Belgique (12% de l'obligation en 2011). Les droits à pensions de retraite sont calculés en fonction des salaires de fin de carrière et du nombre d'années d'ancienneté dans le Groupe. Ils sont préfinancés auprès d'organismes extérieurs qui constituent des entités légales séparées.

## B. 2. Hypothèses actuarielles

Les évaluations actuarielles dépendent d'un certain nombre de paramètres à long terme fournis par le Groupe. Ces paramètres sont revus chaque année.

2010	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays
		Royaume-Uni	Belgique	Italie		
Evolution des salaires	3,0%	3,0%	3,0%	2,5%-3,5%	3%-4%	2%-10%
Taux d'actualisation	4,50%	5,50%	4,50%	4,50%	4,50%	4% - 8,68%
Taux de rendement attendu des actifs 2010	2,20%-4,5%	5,75%	4,5%	N/A	4,5%	N/A
Taux de rendement attendu des actifs 2011	2,20%-4,5%	5,75%	4,5%	N/A	4,5%	N/A

2011	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays
		Royaume-Uni	Belgique	Italie		
Evolution des salaires	3,0%	3,0%	3,0%	2,0%	3%-4%	2%-10%
Taux d'actualisation	4,50%	5,00%	4,50%	4,50%	4,50%	4% - 8,68%
Taux de rendement attendu des actifs 2011	N/A	5,75%	4,5%	N/A	N/A	N/A
Taux de rendement attendu des actifs 2012	N/A	5,75%	4,5%	N/A	N/A	N/A

Les hypothèses de rendement long terme attendu sur les actifs et les taux d'actualisation retenus pour l'estimation des obligations du Groupe ont été définies à partir de recommandations d'experts indépendants. Le taux d'actualisation est issu d'une analyse de la courbe de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure pour chaque zone géographique concernée. Le calcul fait appel à une méthodologie ayant pour objectif d'élaborer un taux d'actualisation approprié d'après les flux monétaires prévus par le régime.

Les régimes de retraite du Groupe Edenred sont préfinancés via des contrats d'assurance souscrits auprès de compagnies d'assurance ou de fondations. L'allocation des actifs est donc principalement caractérisée par des actifs généraux et des stratégies d'investissement prudentes de type assurantiel. En conséquence, le rendement attendu des actifs de couverture sur le long terme a été déterminé en considérant un taux de rendement garanti par les compagnies d'assurance compris entre 3,00% et 3,25% (selon les pays considérés) auquel un spread de taux compris entre 1,00% et 1,25% a été ajouté. Cette méthodologie permet de prendre en compte les mécanismes de lissage des performances des compagnies d'assurance et de définir des taux de rendement raisonnables (i.e. inférieurs aux taux des obligations Corporate AA).

### **B. 3. Synthèse de la situation financière des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi et des avantages à long terme**

La méthode utilisée par le Groupe est la méthode des unités de crédit projetées.

#### **Au 31 décembre 2011**

(en millions d'euros)	Régimes de pensions à prestations définies	Autres régimes à prestations définies (*)	Total
Valeur actualisée des obligations financées	13	-	13
Juste valeur des actifs des régimes	(10)	-	(10)
<b>(Surplus) / Déficit des régimes financés</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
Valeur actualisée des obligations non financées	-	19	19
Services passés non encore comptabilisés	-	1	1
Excédent comptabilisé à l'actif	1	-	1
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>4</b>	<b>20</b>	<b>24</b>

(\*) Dont indemnités de départ à la retraite et primes de fidélité

#### **Au 31 décembre 2010**

(en millions d'euros)	Régimes de pensions à prestations définies	Autres régimes à prestations définies (*)	Total
Valeur actualisée des obligations financées	18	-	18
Juste valeur des actifs des régimes	(9)	-	(9)
<b>(Surplus) / Déficit des régimes financés</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
Valeur actualisée des obligations non financées	-	7	7
Services passés non encore comptabilisés	-	1	1
Excédent comptabilisé à l'actif	1	-	1
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>18</b>

(\*) Dont indemnités de départ à la retraite et primes de fidélité

## Evolution de la situation financière des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi par zone géographique

(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Autres avantages	2011	2010
	2011							Autres avantages		
	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays	Total			
	Royaume-Uni	Belgique	Italie							
<b>Dettes actuarielles à l'ouverture</b>	1	7	3	2	7	1	22	3	25	21
Coût des services rendus dans l'année	0	0	0	0	0	0	1	1	2	1
Effet de l'actualisation	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Cotisations employés	-	-	0	-	-	-	0	-	0	0
Coûts des services passés (Modification de régime)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Réduction/Liquidation de régime	(0)	-	-	-	-	-	(0)	(0)	(0)	(1)
Acquisition/(Cession)	(0)	-	-	1	-	-	1	(0)	0	0
Prestations versées par l'employeur	-	(1)	-	(1)	(0)	(0)	(1)	(0)	(1)	(0)
(Gains)/Pertes actuarielles	(0)	1	-	(0)	3	(0)	4	(0)	4	2
Effet de change Total	-	0	-	-	-	(0)	0	(0)	(0)	1
Total Autres	-	0	-	-	2	0	2	0	2	0
<b>Dettes actuarielles à la clôture</b>	1	9	4	2	12	1	29	3	32	25

(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Autres avantages	Total 2011	Total 2010
	2011									
	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays	Total			
	Royaume-Uni	Belgique	Italie							
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	-	5	2	-	(1)	1	8	-	8	6
Rendement réel des fonds	-	0	0	-	-	0	1	-	1	0
Cotisations employeurs	-	0	0	-	-	-	1	-	1	1
Cotisations employés	-	-	0	-	-	-	0	-	0	0
Prestations versées	-	(1)	-	-	-	(0)	(1)	-	(1)	(0)
Liquidation de régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition/(Cession)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet de change Total	-	0	-	-	-	(0)	0	-	0	0
Total Autres	-	0	-	-	1	-	1	-	1	1
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	-	6	3	-	-	1	10	-	10	8

(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Autres avantages	Total 2011	Total 2010
	2011									
	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays	Total			
	Royaume-Uni	Belgique	Italie							
<b>Situation Financière à l'ouverture</b>	1	2	1	2	7	(0)	14	3	17	16
<b>Provision à la clôture</b>	2	3	1	2	12	1	21	3	24	18
Coûts des services passés non reconnus	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	(1)
Excédent comptabilisé à l'actif	-	(0)	-	-	-	(1)	(1)	-	(1)	(1)
<b>Situation Financière à la clôture</b>	1	3	1	2	12	0	19	3	22	17

(en millions d'euros)	Régimes de retraite							Autres avantages	Total 2011	Total 2010
	2011									
	France	Europe hors France			Structures Mondiales	Autres pays	Total			
	Royaume-Uni	Belgique	Italie							
Coût des services rendus dans l'année	0	0	0	0	0	0	1	1	2	2
Effet de l'actualisation	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1
Rendement attendu des actifs du régime	-	(0)	(0)	-	-	(0)	(0)	-	(0)	(0)
Amortissement du coût des services passés	(0)	-	-	-	-	-	(0)	-	(0)	-
(Gains)/pertes liés à la Réduction/Liquidation de régime	(0)	-	-	-	-	-	(0)	(0)	(0)	(1)
Amortissement des écarts actuariels	-	-	-	-	-	-	-	(0)	(0)	(0)
<b>Charge de l'exercice</b>	0	0	0	0	1	0	2	0	2	2
<b>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</b>	(0)	1	-	(0)	3	(0)	4	-	4	1



**Tableau de réconciliation de la provision retraite entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2011**

(en millions d'euros)	Montant
<b>Provision au 1er janvier 2010</b>	<b>16</b>
Charge de la période	2
Versements	(2)
Variation d'écarts actuariels en capitaux propres	1
Variation de périmètre	(0)
Change	1
<b>Provision au 31 décembre 2010</b>	<b>18</b>
Charge de la période	2
Versements	(1)
Variation d'écarts actuariels en capitaux propres	4
Variation de périmètre	1
Change	(0)
<b>Provision au 31 décembre 2011</b>	<b>24</b>

**Gains et pertes actuariels liés aux modifications d'hypothèses et aux effets d'expérience**

(en millions d'euros)	Déc. 2010	Déc. 2011
<b>Dette actuarielle</b>		
(Gains) et pertes actuariels liés aux effets d'expérience	-	2
(Gains) et pertes actuariels liés aux modifications d'hypothèses	1	2
<b>Juste valeur des actifs</b>		
(Gains) et pertes actuariels liés aux effets d'expérience	-	-

**Composition des actifs de régime**

Composition des actifs	Royaume-Uni	Belgique
Actions	55%	15%-25%
Obligations	26%	75%-80%
Autres	19%	0%-5%

**Etude de sensibilité**

Au 31 décembre 2011, la sensibilité des provisions pour engagements de retraite aux taux d'actualisation est la suivante : une hausse / une baisse de 0,5 point du taux d'actualisation diminuerait / augmenterait la dette du Groupe d'environ 2,5 millions d'euros. L'impact sur la charge de l'exercice serait non significatif.

## Note 26. Réconciliation de la marge brute d'autofinancement

(en millions d'euros)	Déc. 2010		Déc. 2011
	Pro Forma *	IFRS	
Résultat net, part du Groupe	68	97	194
Part des minoritaires	9	9	11
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	31	31	30
Impôts différés	(2)	(2)	6
Variation des provisions financières	1	1	1
Charges liées au paiement en actions	7	7	8
Impact non cash des autres produits et charges non récurrents	52	52	24
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>166</b>	<b>195</b>	<b>274</b>
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	(1)	(1)	(25)
(Gains)/Pertes non récurrents (y compris frais de restructuration)	48	48	8
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ELEMENTS NON RECURRENTS</b>	<b>213</b>	<b>242</b>	<b>257</b>

\*Les comptes pro forma de décembre 2010 comprennent une charge courante de 2 millions d'euros ainsi qu'une charge financière de 37 millions d'euros, simulant la mise en place de la nouvelle structure au 1er janvier 2010 (pour mémoire l'opération d'apport scission a été réalisée le 29 juin 2010).

## Note 27. Variation du besoin en fonds de roulement, des titres à rembourser et des fonds réservés

### A. Variation du besoin en fonds de roulement et des titres à rembourser

(en millions d'euros)	Déc. 2010 IFRS	Déc. 2011	Variation Déc. 2010 / Déc. 2011
Stocks (nets)	12	10	(2)
Clients (nets)	951	990	39
Autres tiers actifs (nets)	316	291	(25)
<b>BFR Actif</b>	<b>1 279</b>	<b>1 291</b>	<b>12</b>
Fournisseurs	76	73	(3)
Autres tiers passifs	174	161	(13)
Titres à rembourser	3 278	3 400	122
<b>BFR Passif</b>	<b>3 528</b>	<b>3 634</b>	<b>106</b>
<b>Float (BFR net)</b>	<b>2 249</b>	<b>2 343</b>	<b>94</b>

(en millions d'euros)	Déc. 2011
<b>BFR net de début de période</b>	<b>2 249</b>
Variation du besoin en fonds de roulement (1)	140
Eléments de BFR inclus dans les investissements de développement	4
Eléments de BFR inclus dans les cessions	(1)
Eléments de BFR inclus dans les autres gains et pertes non récurrents	(14)
Différence de conversion	(33)
Reclassements vers les autres postes du bilan	(2)
<b>Variation nette de BFR</b>	<b>94</b>
<b>BFR net de fin de période</b>	<b>2 343</b>

(1) Cf. tableau de financement

## B. Variation des fonds réservés

Les fonds réservés correspondent principalement aux fonds des titres de services soumis à une réglementation spéciale en France (555 millions d'euros), au Royaume-Uni (85 millions d'euros) et en Roumanie (39 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Déc. 2011
<b>Fonds réservés de début de période</b>	<b>631</b>
Variation de la période en données comparables (1)	56
Reclassement de trésorerie à fonds réservés (1)	-
Différence de conversion	2
<b>Variation nette des Fonds réservés</b>	<b>58</b>
<b>Fonds réservés de fin de période</b>	<b>689</b>

(1) Cf. tableau de financement

## Note 28. Investissements

Les investissements réalisés par le groupe Edenred au cours de la période et de la période précédente se détaillent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2010	2011
Investissements récurrents	32	35
Investissements de développement	29	34
<b>Total Investissements de l'exercice</b>	<b>61</b>	<b>69</b>

## **Note 29. Litiges**

### **A. Contentieux fiscal France**

A la suite d'un contrôle fiscal de la société Accor Services France (devenue Edenred France) portant sur les exercices 2003 et 2004, l'administration fiscale a notifié à la société une pénalité pour défaut de production d'un état de suivi des plus-values en sursis d'imposition et des pénalités en matière de TVA.

Les pénalités, d'un montant global de 21,8 millions d'euros, ont fait l'objet d'une mise en recouvrement et ont été payées par la société en avril 2008. Ce montant a été constaté en résultat dans les comptes clôturés au 31 décembre 2008.

La société a contesté le bien-fondé de ces pénalités par la voie d'une réclamation contentieuse déposée en septembre 2009. Cette réclamation a fait l'objet d'un rejet de la part de l'administration en date du 14 octobre 2009.

La société a introduit une instance devant le Tribunal administratif de Montreuil par requête déposée le 10 décembre 2009.

Par jugement en date du 2 décembre 2010, le Tribunal administratif de Montreuil a rejeté la requête de la société Edenred France.

Par une requête en date du 16 février 2011, la société a interjeté appel de la décision devant la Cour administrative d'appel de Versailles.

Le dossier est en cours d'instruction.

### **B. Litige portant sur le rachat de la société Business Value Challenge (BVC)**

Concernant le litige relatif à l'acquisition de la société Business Value Challenge, Accentiv' Kadéos avait accordé à l'un des groupes de vendeurs un engagement de remboursement des frais et coûts engendrés par une éventuelle contestation portant sur la cession des titres. Condamné par la cour d'appel, ce groupe de vendeurs a formé un pourvoi en cassation, lequel a été rejeté en septembre 2011, la cour d'appel de Versailles étant alors libre de fixer définitivement le préjudice subi par les autres actionnaires lors de la cession des titres à Accentiv' Kadéos.

Compte tenu des aléas liés aux procédures en cours, les parties prenantes ont engagé des négociations au cours de l'année 2011 qui ont abouti, à la signature d'une transaction entre toutes les parties comprenant le désistement global de tous les litiges en cours (y compris des saisies conservatoires) et au versement d'une indemnité par Accentiv Kadéos d'un montant de 2,4 millions d'euros générant ainsi une reprise sans utilisation de 1,8 millions d'euros.

### **C. Litige avec la FNAC**

Accentiv' Kadéos est engagé dans un litige avec la Fnac, l'une des enseignes de son réseau d'acceptation et de distribution de solutions cadeaux. Le litige porte sur le manquement par celle-ci de certaines obligations contractuelles lui incombant, notamment les exclusivités de distribution de la carte Kadéos. La Fnac a en effet créé sa propre carte mono enseigne et la distribue dans son réseau d'enseignes.

Accentiv' Kadéos a demandé et vu aboutir, auprès de la Cour d'appel de Paris, puis auprès de la Cour de Cassation (arrêt de la Cour Cassation du 15 novembre 2011), une injonction sous astreinte faite à la Fnac de cesser la distribution de sa carte mono-enseigne immédiatement.

A ce jour, la procédure suit son cours.

La procédure judiciaire n'étant pas terminée, les indemnités encaissées à ce jour n'ont pas été comptabilisées en résultat.

Le 28 janvier 2011, la Fnac et Conforama ont assigné Accentiv' Kadéos auprès du Tribunal de Commerce de Paris en vue d'obtenir la levée rétroactive des clauses d'exclusivité et la réparation du préjudice causé du fait du maintien de ces exclusivités.

Le montant estimé de leur préjudice est en cours d'évaluation. Le Tribunal de Commerce de Paris devrait se prononcer sur le fond au cours du second semestre 2012.

Le Groupe estimant ces demandes infondées, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2011.

## **D. Contentieux fiscal Italie**

En octobre 2011, l'administration fiscale italienne a notifié à plusieurs sociétés du groupe Edenred et du groupe Accor un redressement en matière de droits d'enregistrement d'un montant de 27,4 millions d'euros. L'administration fiscale requalifie en cession de fonds de commerce passible de droit d'enregistrement différentes opérations de réorganisation des activités de la division Services de Accor en Italie opérées de 2006 à 2010.

Les sociétés notifiées des groupes Edenred et Accor ont décidé de contester le redressement et ont déposé des requêtes en ce sens auprès de l'administration italienne le 16 décembre 2011.

Les notifications de redressement étaient assorties d'une obligation de paiement des sommes redressées dans un délai de 60 jours, les sociétés concernées ont versé les sommes à l'administration italienne le 16 décembre 2011. Le paiement a été supporté à parts égales entre les deux Groupes qui ont conclu un accord prévoyant le partage de façon égale du risque et de la charge pouvant en résulter.

Les sociétés considèrent que le redressement de l'administration est infondé et estiment, après avoir pris avis auprès de leurs conseils juridiques et fiscaux, que leurs requêtes ont des chances raisonnables d'aboutir favorablement.

En conséquence, aucune charge n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2011.

## **E. Contentieux fiscal Brésil**

### **E. 1. Taxe municipale**

En décembre 2011, la municipalité de São Paulo a notifié à la société brésilienne Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt municipal (ISS – Imposto Sobre Serviços) au titre de la période avril à décembre 2006 pour un montant de 19,3 millions de reals brésiliens (dont 16 millions de reals brésiliens d'intérêts et pénalités), alors que celle-ci s'est déjà acquittée de cet impôt auprès de la municipalité d'Alphaville.

La société conteste le redressement au motif que celui-ci est infondé et estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. La société n'a donc constitué aucune provision à ce titre en clôture.

### **E. 2. Déductibilité fiscale des amortissements de goodwill**

En janvier 2012, l'administration fiscale fédérale brésilienne, a notifié à la société Ticket Serviços un redressement en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution additionnelle (IRPJ et CSLL) au titre des exercices 2007 à 2010 pour un montant global de 234,9 millions de reals brésiliens (dont 155 millions de reals brésiliens d'intérêts et pénalités).

L'administration remet en cause la déductibilité fiscale de l'amortissement de la survaleur constatée lors du rachat de la part minoritaire dans la société Ticket Serviços.

La société conteste le redressement au motif que celui-ci est infondé et estime, après avoir pris avis auprès de ses conseils fiscaux, que sa requête a des chances sérieuses d'aboutir favorablement. Aucun impact en compte de résultat n'a été constaté chez Edenred au titre de l'exercice 2011.

## **F. Procédure d'engagement auprès de l'Autorité de la Concurrence**

Afin de terminer la procédure initiée en août 2009 devant l'autorité de la concurrence par la société Titres Cadeaux à l'encontre de la société Accentiv' Kadéos pour abus de position dominante, cette dernière a engagé auprès de l'Autorité une procédure d'engagements.

Lors d'une audition du 6 avril 2011, le Collège de l'Autorité a formellement accepté les engagements proposés par Accentiv' Kadéos et a dès lors mis fin à la procédure. Le principal engagement a consisté à abandonner au 1<sup>er</sup> mai 2011 les exclusivités d'acceptation des cartes Kadéos dans les enseignes liées par une exclusivité, en revanche, les autres exclusivités en cours, relatives à la distribution de la carte ou à l'acceptation des chèques cadeau, n'ont pas été remises en cause et se sont poursuivies jusqu'à l'échéance des contrats, soit au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges, contentieux ou procédures, en cours, en suspens ou dont il pourrait être menacé. A la date du présent document, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun litige dont la Société et/ou une de ses filiales serai(en)t menacée(s) de nature à avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

## **Note 30. Engagements hors-bilan**

### **A. Engagements donnés hors bilan**

Les engagements donnés hors bilan au 31 décembre 2011 s'élèvent à 100 millions d'euros. Ils s'élevaient à 86 millions d'euros au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2011, les engagements donnés hors bilan se composent des engagements suivants :

- garanties données en Italie pour la vente de titres de services envers les entités publiques pour un montant de 81 millions d'euros échelonnés de la façon suivante : 25 millions d'euros inférieurs à 1 an, 24 millions d'euros compris entre 1 et 5 ans et 32 millions d'euros supérieurs à 5 ans (84 millions d'euros au 31 décembre 2010) ;
- engagements d'achats donnés pour 15 millions d'euros au 31 décembre 2011 ayant trait aux appels de fonds liés à la prise de participation dans le fonds d'investissement Partech VI ;
- garanties pour des appels d'offres publics en Espagne pour un montant de 1 million d'euros (1 million d'euros au 31 décembre 2010) ;
- garanties bancaires données au Brésil pour un montant de 1 million d'euros (1 million d'euros au 31 décembre 2010) ;
- autres engagements hors bilan pour un montant de 2 millions d'euros.

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'engagement donné autre que ceux figurant ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

### **B. Engagements reçus hors bilan**

Au 31 décembre 2011, il n'y a pas d'engagements reçus hors bilan.

## Note 31. Informations supplémentaires sur les entités sous contrôle conjoint

Il existe, au 31 décembre 2011, trois sociétés sous contrôle conjoint dont le montant des actifs et des passifs courants et non courants, produits et charges (en quote-part de détention du Groupe) est individuellement non significatif.

## Note 32. Parties liées

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 24, le Groupe a considéré les parties liées ci-dessous :

- l'ensemble des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement ou en mise en équivalence ;
- l'ensemble des membres du Comité Exécutif ainsi que leur famille proche ;
- l'ensemble des sociétés dans lesquelles un membre du Comité Exécutif détient un droit de vote significatif ;
- la société Accor SA.

### Sociétés intégrées globalement ou proportionnellement ou en mise en équivalence

Les relations entre la société mère et ses filiales et coentreprises sont quant à elles présentées en Note 31. Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées dans le processus de consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes. Les transactions entre la société mère et ses coentreprises ou entreprises associées ne sont pas significatives sur les périodes présentées.

### Membres du Comité Exécutif

L'ensemble des transactions conclues avec les membres du Comité Exécutif sont détaillées en Note 33.

### Sociétés dans lesquelles un membre du Comité Exécutif de Edenred détient un droit de vote significatif

Les transactions réalisées avec des sociétés dans lesquelles un membre du Comité Exécutif détient un droit de vote significatif sont des opérations courantes conclues à des conditions de marché et ne sont pas significatives.

### La société Accor SA

Les transactions réalisées avec la société Accor SA au cours des deux périodes présentées sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Nature de la transaction	Montant des transactions			Créances sur les entreprises liées			Dettes envers les entreprises liées			Engagements hors bilan		
		Déc. 2010		Déc. 2011	Déc. 2010		Déc. 2011	Déc. 2010		Déc. 2011	Déc. 2010		Déc. 2011
		Pro Forma	IFRS		Pro Forma	IFRS		Pro Forma	IFRS		Pro Forma	IFRS	
ACCOR SA	Refacturation entre entités	(47)	(47)	-	-	-	1	1	1	-	-	-	-
	Prêts	-	(8)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



## Note 33. Rémunérations des personnes clés du management

(en millions d'euros)	31 décembre 2010	31 décembre 2011
	Charges	Charges
Avantages à court terme reçus	9	10
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paievements sur la base d'actions	2	3
<b>Rémunération globale</b>	<b>12</b>	<b>14</b>

Le 24 février 2010 un comité exécutif Groupe a été créé. Il se compose de 12 membres, managers en charge des opérations ou apportant un support d'expertise aux opérations.

## Note 34. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes comptabilisé au compte de résultat au cours de la période et de la période précédente se détaille de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Deloitte & Associés				Didier Kling & Associés			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	(0,4)	(0,4)	17%	16%	(0,2)	(0,2)	67%	96%
- Filiales intégrées globalement	(1,8)	(1,9)	75%	69%				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur	(0,1)	(0,2)	4%	6%	(0,1)	(0,0)	33%	4%
- Filiales intégrées globalement		(0,1)		3%				
<i>Sous - total</i>	<i>(2,3)</i>	<i>(2,6)</i>	<i>96%</i>	<i>94%</i>	<i>(0,3)</i>	<i>(0,2)</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
- Juridique, fiscal, social	(0,0)	(0,0)	0%	1%				
- Autres	(0,1)	(0,1)	4%	5%				
<i>Sous - total</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,1)</i>	<i>4%</i>	<i>6%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0%</i>	<i>0%</i>
<b>TOTAL</b>	<b>(2,4)</b>	<b>(2,7)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Note 35. Evénements post clôture

Néant, excepté contentieux fiscal Brésil mentionné en Note 29.E. 2.

# Note 36. Principales filiales et participations consolidées au 31 décembre 2011

Les filiales et participations consolidées sont présentées ci-dessous :

